

SM/82/75
 TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

DJIPOUTI

Evolution récente de l'économie

Rapport préparé par une mission du Fonds composée de
 MM. S.N. Kimaro (Chef de mission - Département Afrique),
 M. Reichardt (Département Afrique), M^{lle} K.A. Swiderski
 (Programme-économistes, Département des relations de change
 et de commerce) et M. K.V. Yao (Programme-économistes,
 Département Afrique)

Approuvé par le Département Afrique et le Département des
 relations de change et de commerce

Le 19 avril 1982

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Données de base		v-vii
I.	Economie du pays	1
	1. Renseignements d'ordre général	1
	2. Evolution générale récente	3
	3. Principaux points de l'évolution sectorielle	3
	a. Agriculture et élevage	3
	b. Pêche	5
	c. Industries manufacturières	6
	d. Energie	6
	e. Eau	9
	f. Transports	9
II.	Prix, traitements, salaires et emploi	13
	1. Prix	13
	2. Traitements et salaires	13
	3. Emploi	15

	<u>Table des matières</u> (suite)	<u>Page</u>
III.	Finances publiques	15
	1. Structure du secteur public	15
	2. Opérations financières de l'administration centrale	17
	a. Evolution générale, 1978-80	17
	b. Exercice 1981	22
	c. Budget de 1982	23
	3. Opérations financières des établissements publics	24
IV.	Monnaie et crédit	26
	1. Trésor	26
	2. Banque centrale	26
	3. Banques commerciales	27
	4. Banque de développement	27
	5. Evolution monétaire d'ensemble	27
	6. Répartition des crédits	28
	7. Structure des taux d'intérêt	30
V.	Secteur extérieur	31
	1. Balance des paiements	31
	a. Aperçu général	31
	b. Commerce de marchandises	33
	c. Répartition géographique du commerce	35
	d. Services et transferts sans contrepartie	35
	e. Mouvements de capitaux	35
	2. Dette publique extérieure	36
	3. Régime des changes et du commerce	37

Liste des tableaux

1.	Produit intérieur brut par secteurs d'origine, 1975-79	2
2.	Produit intérieur brut et dépenses, 1978-81	4
3.	Production et consommation d'électricité, 1977-81	7
4.	Evolution des prix des produits pétroliers, 1977-81	8
5.	Trafic portuaire, 1978-81	10
6.	Trafic aérien, 1977-80	12
7.	Evolution de l'indice des prix à la consommation des résidents étrangers, 1979-81	14
8.	Evolution des salaires et traitements réels, 1978-81	14
9.	Répartition sectorielle de l'emploi, 1978-81	16

	<u>Table des matières</u> (suite)	<u>Page</u>
10.	Opérations financières de l'Etat, 1978-82	18
11.	Recettes budgétaires de l'Etat, 1978-81	20
12.	Classification économique des dépenses budgétaires de l'Etat, 1978-81	22
13.	Opérations financières consolidées des sept principaux établissements publics, 1978-82	25
14.	Situation monétaire, 1978-81	29
15.	Répartition des crédits octroyés par les banques commerciales au secteur privé, 1978-80	29
16.	Balance des paiements, 1978-81	32
17.	Importations de marchandises, c.a.f., 1978-79	33
18.	Exportations de marchandises locales, f.o.b., 1978-79	34
19.	Dette extérieure de l'Etat et des établissements publics, 1978-82	36
Annexe	I. Description résumée du système fiscal, janvier 1982	38-41
	II. Etablissements publics	42
	1. Aéroport de Djibouti	42
	Tableau 1. Résumé des opérations financières de l'aéroport de Djibouti, 1978-82	42
	2. Caisse des prestations sociales	43
	Tableau 2. Résumé des opérations financières de la Caisse des prestations sociales, 1978-82	43
	3. Electricité de Djibouti	44
	Tableau 3. Résumé des opérations financières de la compagnie d'Electricité de Djibouti, 1978-82	44
	4. Office des postes et télécommunications (OPT)	45
	Tableau 4. Résumé des opérations financières de l'Office des postes et télécommunications, 1978-82	45
	5. Port autonome international de Djibouti	46
	6. Régie des eaux	46
	Tableau 5. Résumé des opérations financières de la Régie des eaux, 1978-82	47
	7. Service médical interentreprise (SMI)	48
	Tableau 6. Résumé des opérations financières du Service médical interentreprise, 1978-82	48
	8. Autres établissements publics	49
	a. L'Office de développement du tourisme	49
	b. La Société hôtelière d'Etat	49
	c. Air Djibouti	49

	<u>Table des matières (fin)</u>	<u>Page</u>
Annexe III.	Structure des taux d'intérêt à la fin de 1981	50-52
Annexe IV.	Tableaux	
I.	Produit intérieur brut par secteur d'origine, 1975-79	53
II.	Abattages contrôlés, 1977-80	54
III.	Consommation locale de pétrole, 1977-81	55
IV.	Nombre de personnes cherchant un emploi et obtenant un emploi, par activités économiques, 1980-81	56
V.	Recettes ordinaires de l'Etat, 1978-82	57
VI.	Classification économique des dépenses de l'Etat, 1978-82	58
VII.	Classification fonctionnelle des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-82	59
VIII.	Etat récapitulatif des comptes des autorités monétaires, 1978-81	60
IX.	Etat récapitulatif des comptes des banques créatrices de monnaie, 1978-81	61
X.	Balance des paiements, 1978-81	62
XI.	Importations par pays d'origine, c.a.f., 1978-79	63
XII.	Exportations par pays d'origine, f.o.b., 1978-79	64
XIII.	Taux de change du franc Djibouti, 1978-81	65
Graphique :	Indice du taux de change - 1978-81	36a

- v -

DJIBOUTI - Données de baseSuperficie, population et PIB par habitant

Superficie	23.200 kilomètres carrés
Population : total (1980)	450.000 habitants (estimation officielle)
taux de croissance naturelle	2,5 %
PIB par habitant	560 DTS

1978 1979 1980 1981

(Millions de francs Djibouti)

<u>Produit intérieur brut</u> (aux prix courants du marché)	42.433	50.716	58.272	63.450
--	--------	--------	--------	--------

(Pourcentage du PIB)

<u>Dépense intérieure brute</u>	127,1	128,1	132,6	132,7
Consommation	117,7	111,6	115,1	114,9
Investissement	9,4	16,5	17,5	17,8
Insuffisance des ressources	27,1	28,1	32,6	32,7

<u>Prix à la consommation</u> (pourcentage de variation)	19,7	15,0	12,1	5,7
---	------	------	------	-----

Opérations financières de l'Etat
(Janvier à décembre)

(Millions de francs Djibouti)

Recettes totales	21.779	27.094	28.049	28.452
Recettes budgétaires	10.556	12.564	14.780	16.916
Dons et subventions de l'étranger	11.223	14.530	13.269	11.536
Dépenses totales	19.384	25.003	24.480	25.186
Budgétaires	9.550	11.402	12.136	15.701
Extrabudgétaires	9.834	13.601	12.344	9.485
Prêts nets	-11	99	150	1.317
Excédent global	2.406	1.992	3.419	1.949
Déficit global (dons et subventions non compris)	-8.828	-12.439	-9.700	-8.270
Financement				
Emprunts extérieurs (net)	-46	-50	-52	-40
Banques locales (net)	-2.667	-1.863	-3.499	-2.044
Variations des soldes de trésorerie et erreurs et omissions	307	-79	132	135

DJIBOUTI - Données de base (suite)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
--	-------------	-------------	-------------	-------------

(Millions de francs Djibouti)

Monnaie et crédit (fin décembre)

Avoirs extérieurs (net)	14.996	18.563	23.057	25.425
Crédit intérieur	-1.794	-912	-1.889	-1.612
Créances sur l'Etat (net)	-6.430	-8.293	-11.792	-13.836
Créances sur le secteur privé	4.636	7.381	9.903	12.224
Monnaie et quasi-monnaie	14.814	18.299	19.882	21.238

(Millions de DTS)

Balance des paiements

Exportations, f.o.b., y compris les réexportations	74,9	61,6	82,9	97,1
Importations, f.o.b.	-111,2	-123,8	-146,1	-174,9
Balance commerciale	-36,3	-62,2	-63,2	-77,8
Services (net)	11,8	4,8	15,6	20,3
Transferts sans contrepartie (net)	51,3	62,9	57,3	54,0
Dont : officiels	(51,4)	(63,0)	(57,4)	(54,1)
Solde des transactions courante	26,8	5,5	9,7	-3,5
Mouvements de capitaux, y compris la réévaluation et les erreurs et omissions	-4,9	3,3	8,4	8,4
Excédent global	21,9	8,8	18,1	4,9

Dettes extérieures publiques

(y compris les entreprises publiques)

Encours de la dette, sur la base des versements (en fin de période)	7,9	8,7	7,2	5,4
Service de la dette	0,7	0,8	1,3	1,1

Quelques indicateurs

(Pourcentage du PIB)

Excédent global de l'Etat	5,7	3,9	5,9	3,1
Déficit commercial	19,0	28,2	25,1	25,7
Excédent des transactions extérieures courantes	14,1	2,5	3,9	-1,1
Dettes extérieures publiques, sur la base des versements	4,3	4,0	2,8	1,8

- vii -

DJIBOUTI - Données de base (fir)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
	<u>(Pourcentage du PIB)</u>			
<u>Taux de change</u>				
Francs Djibouti pour 1 DTS (fin de période)	231,53	234,12	226,67	206,86
Taux de change effectif nominal (pondéré en fonction des importations; 1977 = 100; une baisse de l'indice indique une hausse du taux)	108,1	111,6	112,2	98,2

I. Economie du pays

1. Renseignements d'ordre général

Pays aride et peu étendu, Djibouti est entouré au sud, à l'ouest et au nord par l'Ethiopie, au nord-est par la mer Rouge et au sud-est par la Somalie. Les ressources naturelles connues sont limitées et se composent du sel du lac Assal ainsi que de calcaire, de gypse et autres produits entrant dans la fabrication du ciment. En raison du manque d'eau et de la rigueur du climat, la superficie cultivée ne dépasse pas 50 hectares environ. Aussi le pays est-il très fortement tributaire des importations, notamment de produits alimentaires. Plus des trois quarts du Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs sont engendrés par le secteur tertiaire et proviennent d'activités essentiellement liées au port de Djibouti, à la ligne de chemin de fer reliant le pays à l'Ethiopie, à l'aéroport international de Djibouti, au secteur bancaire privé, qui effectue certaines opérations ("offshore") de zone financière franche et à la présence d'un nombre non négligeable de militaires et de civils français. La contribution des secteurs primaire et secondaire au PIB est relativement modeste - 7 et 9 % respectivement en moyenne (Tableau 1).

Les résultats économiques enregistrés au cours des années qui ont immédiatement suivi l'accession de Djibouti à l'indépendance ont été peu satisfaisants. Le PIB réel a diminué d'en moyenne 6 % par an entre 1977 et 1979 (Tableau I de l'annexe). La médiocrité relative de ces résultats tient à un certain nombre de facteurs. En premier lieu, peu après l'indépendance, un grand nombre d'étrangers ont quitté le pays, doutant apparemment de sa stabilité politique future. Deuxièmement, les activités de soutage assurées par le port de Djibouti ont nettement diminué du fait de la concurrence accrue des ports situés dans les pays voisins, des progrès techniques dont ont bénéficié les transports maritimes et d'une utilisation plus grande des oléoducs pour acheminer le pétrole du Moyen-Orient jusqu'aux rives de la Méditerranée, ce qui a, dans l'ensemble, entraîné une réduction du nombre de pétroliers faisant escale à Djibouti. Troisièmement, le trafic assuré par la ligne de chemin de fer reliant Djibouti à l'Ethiopie a fléchi en raison des troubles enregistrés dans l'Ogaden et de la décision prise par l'Ethiopie de faire transiter un volume croissant de son commerce extérieur par le port d'Assab qui est situé sur son propre territoire. Enfin, le cheptel a beaucoup diminué par suite de la sécheresse exceptionnelle.

Selon les estimations officielles, Djibouti comptait 450.000 habitants en 1980. Le dernier recensement remonte à 1961. Le taux de croissance naturelle de la population, estimé à 2,5 %, semble être renforcé considérablement depuis plusieurs années par le flux régulier d'immigrants venant des pays voisins.

Tableau 1. Djibouti - Produit intérieur brut
par secteurs d'origine, 1975-79

(Millions de francs Djibouti, aux prix courants)

	1975	1976	1977	1978	1979
Agriculture, élevage et pêche	1.016	1.194	1.418	3.144	2.974
Secteur manufacturier	2.014	2.116	2.419	3.481	3.756
Electricité et eau	1.061	1.143	1.282	1.388	1.467
Bâtiment et travaux publics	2.170	3.402	2.878	1.370	2 089
Transport, entreposage et communications	11.560	12.702	14.267	10.154	11.987
Commerce, hôtels, bars et restaurants	1.650	1.737	2.019	3.355	3.746
Banques, assurance et secteur immobilier	2.863	3.435	3.197	3.663	3.979
Administrations publiques	4.001	5.374	5.832	9.799	13.332
Autres services	627	776	868	870	1.326
PIB au coût des facteurs	26.962	31.879	34.180	37.224	44.556
Impôts indirects nets	3.165	4.048	4.546	5.209	6.160
PIB aux prix du marché	30.134	35.927	38.726	42.433	50.716

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti. Les chiffres relatifs à la période 1975-77 et à l'année 1979 sont les résultats d'estimations effectuées par un spécialiste de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies. Les chiffres relatifs à l'année 1978 ont été établis par une mission technique du Ministère de la coopération français, qui s'est rendue à Djibouti en 1980.

2. Evolution générale récente

Une légère reprise de l'activité économique s'est produite au cours des toutes dernières années. Le ralentissement depuis 1979 des combats dans l'Ogaden a permis une reprise partielle du commerce de transit avec l'Ethiopie. Il semblerait en outre que le retour à un climat de confiance dans le secteur privé ait stimulé les investissements et la croissance, notamment dans le bâtiment et les travaux publics et le commerce. Cette évolution, conjuguée à une amélioration des conditions météorologiques en 1981 et à une augmentation des dépenses du secteur public, a favorisé la croissance du Produit intérieur brut réel qui, selon les estimations, s'est chiffrée en moyenne à environ 3 % par an en 1980-1981, alors que cet agrégat avait diminué d'en moyenne 2,7 % par an en 1978-1979. Toutefois, comme on considère que la population s'est accrue beaucoup plus rapidement, le revenu réel par habitant a probablement eu tendance à diminuer depuis l'indépendance. Selon des estimations, le PIB aux prix courants du marché a progressé en valeur nominale de 15 % et de 9 % respectivement en 1980 et 1981 et le déflateur du PIB de 12 % en 1980, avant de tomber à environ 6 % en 1981. L'investissement total effectué essentiellement par le secteur public s'est accru et il a atteint l'équivalent de 18 % du PIB nominal en 1980-81. Ainsi, étant donné que la consommation totale a été systématiquement et nettement supérieure au PIB nominal, l'insuffisance traditionnelle des ressources s'est aggravée et a représenté près d'un tiers du PIB au cours de la période 1980-81 (Tableau 2).

3. Principaux points de l'évolution sectorielle

a. Agriculture et élevage

On considère que moins de 0,25 % de la superficie totale de Djibouti se prête à l'agriculture. La superficie actuellement cultivée, sous forme de petits jardins irrigués, couvrirait environ 50 hectares. La production annuelle moyenne, de l'ordre de 200 à 250 tonnes, se compose, pour l'essentiel, de tomates, de pommes de terre, d'aubergines et de maïs. Dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour développer l'agriculture, les pouvoirs publics encouragent des cultures et des méthodes expérimentales adaptées aux conditions climatiques très difficiles de Djibouti. Au nombre des projets en cours de réalisation figure celui d'Atar, financé par la Communauté européenne, qui a pour objet de donner une excellente formation à un petit nombre d'exploitants. Un autre projet, situé à Maloud, d'un coût de 22,5 millions de francs Djibouti, s'adresse aux réfugiés des pays voisins ayant déjà une certaine expérience dans le domaine agricole. L'accroissement de la production agricole au cours des années à venir est possible mais risque fort d'être strictement limité par l'approvisionnement en eau.

L'élevage de subsistance est pratiqué par environ 120.000 nomades dans l'ensemble du pays. D'après des estimations de 1978, le cheptel se composait de 500.000 caprins, de 400.000 ovins, de 50.000 bovins, de 40.000 camelins et de 7.000 ânes. Il semblerait qu'après les graves

Tableau 2. Djibouti - Produit intérieur brut et dépenses, 1978-81

	1978	1979	1980	1981
<u>(Millions de francs Djibouti, aux prix courants)</u>				
Produit intérieur brut	42.433	50.716	58.272	63.450
Dépense intérieure brute	53.939	64.970	77.271	84.226
Consommation	49.937	56.588	67.046	72.918
Investissement	4.002	8.382	10.225	11.308
Besoin de financement	11.506	14.254	18.999	20.776
<u>(Pourcentage de variation annuelle)</u>				
Produit intérieur brut	9,57	19,50	14,90	8,90
Dépense intérieure brute	...	20,40	18,93	8,99
<u>(Pourcentage du PIB)</u>				
Consommation	117,68	111,57	115,05	114,92
Dont : secteur public	(54,65)	(50,75)	(46,93)	(44,93)
Investissement	9,43	16,52	17,54	17,82
Besoins de financement	27,11	28,10	32,60	32,74

Sources : Données communiquées par les autorités de Djibouti et estimations des services du Fonds.

sécheresses de 1979 et 1980, le cheptel ait fortement diminué, que ce soit parce que les éleveurs ont délibérément intensifié l'abattage ou à la suite des pertes dues à la sécheresse.

La stratégie des pouvoirs publics à l'égard du développement à long terme du secteur nomade demeure incertaine. L'objectif à moyen terme est l'amélioration des conditions de vie des nomades, notamment l'approvisionnement en eau et les conditions sanitaires tant pour eux que pour leur bétail. En outre, les pouvoirs publics encouragent les nomades à se montrer moins réticents à vendre leur bétail dans le but d'éviter le surpâturage et de réduire le plus possible les pertes en période de sécheresse. Diverses améliorations sont en outre apportées aux parcours d'élevage.

Le nombre total d'abattages sous contrôle officiel est donné au Tableau II de l'annexe. Ce nombre a fortement augmenté en 1979 et en 1980, qui ont été des années de sécheresse, les prélèvements étant accrus dans le but de réduire les pertes. Les quantités de viande disponibles sont, toutefois, tombées à un niveau nettement inférieur aux besoins du pays, qui est devenu hautement tributaire des importations. Bien que Djibouti ne soit pas en mesure de satisfaire la demande intérieure de viande, le pays exporte une quantité relativement faible de bétail sur pied vers l'Arabie Saoudite et le Yémen. On estime que ces animaux proviennent de pays voisins.

b. Pêche

La pêche, presque uniquement limitée à la mer Rouge, est pratiquée dans le cadre d'une coopérative qui fournit aux pêcheurs l'équipement nécessaire, de l'essence subventionnée, assure gratuitement les réparations et contribue, pour leur compte, à la caisse des prestations sociales. En retour, les pêcheurs doivent vendre leur prise par l'intermédiaire de la coopérative. Les ressources de cette dernière proviennent de subventions, de la vente aux pêcheurs de produits alimentaires obtenus dans le cadre d'une aide alimentaire et dont les recettes sont affectées à une caisse autonome de prêts, et des bénéfices engendrés par la vente du produit de la pêche.

A l'heure actuelle, seulement 170 des 300 pêcheurs ont reçu un équipement. D'ici 1983, tous devraient disposer de l'équipement nécessaire et il est prévu que la prise totale, qui était de 500 tonnes en 1980, aura alors doublé. On s'attend à ce que dans les années à venir la production de poisson ne permette pas de satisfaire les besoins locaux surtout si l'on tient compte du fait que ce produit remplacera dans une plus large mesure la viande importée, dont le prix est plus élevé. Dans le but de faciliter la distribution locale de poisson, il est prévu d'accroître la capacité totale de réfrigération, qui est à l'heure actuelle estimée à 100 m³, pour la porter à 328 m³ d'ici la fin de 1982. Au nombre des autres projets également envisagés figurent la construction d'une usine de fabrication de glace et de neuf marchés aux poissons ainsi que l'achat de plusieurs bateaux d'un tonnage relativement élevé pouvant être utilisés lorsque le khamsin souffle et que la mer devient trop forte pour les petites embarcations.

c. Industries manufacturières

Le secteur manufacturier compte un certain nombre de petites unités produisant des denrées alimentaires, des boissons, du mobilier, des matériaux de construction et du gaz en bouteille. Il comprend également divers ateliers spécialisés dans la réparation et l'installation d'équipements électriques, la climatisation et le refroidissement ainsi que la réparation et l'installation d'équipements mécaniques. Une usine de mise en bouteilles d'eau minérale a ouvert ses portes en 1981. Une autre usine, conçue pour transformer la perlite en un matériau de construction léger, devrait bientôt commencer à fonctionner à pleine capacité. Plusieurs projets ont été mis à l'étude, qui se rapportent notamment à la mise en place d'une laiterie, d'une minoterie, d'une boulangerie industrielle, d'une tannerie, d'une fabrique de verre, d'une cimenterie et d'une raffinerie de pétrole.

Le secteur manufacturier a jusqu'à présent essentiellement produit pour le marché intérieur. Certains des projets actuellement à l'étude visent, eux aussi, à satisfaire la demande locale. Pour éviter de se heurter à des contraintes liées à l'étroitesse du marché et étendre la gamme des produits d'exportation, les pouvoirs publics s'efforcent toutefois de mettre davantage l'accent sur une production visant les marchés d'exportation régionaux. Les projets susceptibles de jouer un rôle à cet égard sont la tannerie, la cimenterie et la raffinerie de pétrole.

Les pouvoirs publics ont l'intention d'accroître la participation du secteur privé au secteur manufacturier. A cette fin, un service spécial chargé de l'identification préliminaire des projets économiquement réalisables a été créé au Ministère de l'industrie. En outre, le code des investissements, entré en vigueur en 1973, c'est-à-dire avant l'indépendance, fait l'objet d'une révision destinée à accroître les encouragements aux investissements privés. Le code révisé, qui devrait être approuvé par l'Etat dans le courant de 1982, prévoit l'octroi d'exonérations fiscales partielles pour les matières premières industrielles, les produits semi-finis, et l'équipement ainsi que d'autres encouragements fiscaux, notamment des allègements temporaires de l'impôt sur le revenu. Djibouti envisage également, pour faciliter le financement des projets, de procéder à plusieurs innovations dans le domaine institutionnel, notamment en introduisant un mécanisme de réescompte des crédits à moyen et long terme et en créant une banque de développement.

d. Energie

Les ressources en bois de feu et le potentiel hydroélectrique de Djibouti sont extrêmement limités en raison de l'aridité du climat. Aussi, le pays doit-il dans une très large mesure recourir aux importations de produits pétroliers pour satisfaire ses besoins d'énergie. Ces achats représentent à l'heure actuelle environ 10 % du total des paiements d'importation. Les données relatives à la consommation

intérieure de produits pétroliers sont présentées au Tableau III de l'annexe. La consommation de la plupart de ces produits a légèrement augmenté au cours des toutes dernières années et a plus ou moins suivi le redressement de l'activité économique. La production et la consommation d'électricité ont elles aussi légèrement progressé (Tableau 3).

Tableau 3. Djibouti - Production et consommation d'électricité, 1977-81
(Mégawatts/heure)

	1977	1978	1979	1980	1981
Production	<u>89.070</u>	<u>92.800</u>	<u>102.500</u>	<u>113.658</u>	<u>...</u>
Consommation totale	<u>73.793</u>	<u>75.938</u>	<u>88.786</u>	<u>94.174</u>	<u>97.500</u>
Usages industriels	39.688	41.466	47.662	47.091	48.800
Usages domestiques	34.105	34.472	41.124	47.083	48.700

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

Selon les projections dont on dispose, la consommation d'électricité dépassera dans un avenir très proche la puissance installée. Pour éviter des pénuries, la compagnie d'électricité s'efforce actuellement d'obtenir un financement pour deux générateurs de 15.000 kW qui alimenteront la ville de Djibouti. Il est également prévu d'accroître à nouveau la capacité de production d'électricité thermique à moyen terme. On peut penser que Djibouti sera en mesure à long terme de satisfaire une plus grande partie de ses besoins énergétiques à partir des énergies géothermique et solaire. Trois forages de prospection géothermique (lac Abbe, Atar et la plaine de Hanle) ont donné des résultats satisfaisants et il est prévu d'effectuer des tests complémentaires. Les pouvoirs publics envisagent également certaines applications expérimentales dans le domaine de l'énergie solaire.

La politique de prix des produits énergétiques a été influencée par un certain nombre de considérations. En raison de la rareté des ressources en bois de feu, les nomades et autres catégories de la population disposant de faibles revenus recourent dans une très large mesure au kérosène pour s'éclairer et faire cuire leurs aliments. En outre, étant donné la faiblesse de la densité de la population en dehors de la ville de Djibouti, le carburant diesel revêt une importance accrue en tant que source d'énergie pour le transport de produits essentiels. Il semble également indispensable de climatiser ou de refroidir par d'autres méthodes les établissements industriels, les locaux administratifs et les logements en raison de la

chaleur exceptionnelle qui règne dans le pays. Aussi les pouvoirs publics se sont-ils efforcés de ne répercuter qu'en partie l'accroissement des coûts à l'importation des produits pétroliers en subventionnant certains produits grâce à une aide financière de l'Arabie Saoudite qui s'est chiffrée à 5 millions de dollars E.U. par an en 1980 et 1981. Plus des trois quarts de ce montant a servi à subventionner la consommation d'électricité; le reste a été affecté au financement d'autres subventions (kérosène et carburant diesel). Les prix du kérosène et du carburant diesel ont bénéficié non seulement de l'aide fournie par l'Arabie Saoudite, mais aussi des subventions croisées résultant de la structure des prix des produits du pétrole. En particulier, depuis janvier 1980, les prix de détail de l'essence, qu'il s'agisse d'essence ordinaire ou de supercarburant, incluent une forte taxe implicite prélevée dans le but de financer les subventions relatives au kérosène et au carburant diesel (Tableau 4). Les prix de tous les produits pétroliers ont néanmoins été fortement relevés à cette époque de manière à répercuter le renchérissement de leurs cours mondiaux en 1979-80.

Tableau 4. Djibouti - Evolution des prix des produits pétroliers, 1977-81 1/
(Francs Djibouti le litre)

	1977	1978	1979	1980		1981
				Janv.	Août	
Mazout	12,10	12,10	20,42	39,48	39,48	39,48
Gas-oil	19,65	19,65	23,91	42,37	49,79	49,79
Combustible pour diesel	19,65	19,65	23,91	49,79	49,79	49,79
Essence						
Ordinaire	20,72	20,72	24,15	110,00	110,00	110,00
Supercarburant	22,19	22,19	25,92	125,00	125,00	125,00
Kérosène, pétrole lampant	21,84	21,84	25,80	44,72	53,15	53,15
Essence aviation	27,08	27,08	54,50	70,62	70,62	59,00

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Prix en vigueur à la fin de la période.

e. Eau

L'eau est un produit extrêmement rare à Djibouti; le territoire n'est traversé par aucun cours d'eau permanent et l'approvisionnement en eau s'effectue entièrement à partir de nappes aquifères souterraines. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour accroître les ressources en eau visent en priorité à satisfaire la consommation de la population et du bétail.

L'eau est fournie à la population par deux entreprises parapubliques, le Génie rural et la Régie des eaux. Le Génie rural est chargé des forages et de la pose des conduites, et la Régie des eaux de la distribution dans le district de Djibouti et dans les quatre villes des cercles de Tadjoura, Obock, Dikhil et d'Ali-Sabieh. L'approvisionnement en eau a augmenté régulièrement et à peu près parallèlement aux besoins de consommation. La consommation totale d'eau ne peut être qu'estimée, étant donné que la majorité des compteurs d'eau des particuliers ainsi que les principaux compteurs aux puits fonctionnent mal depuis 1977 environ, en raison de leur vétusté, et de la température élevée de l'eau dans les canalisations, en particulier pendant la saison chaude. Le dernier relevé exact de la consommation d'eau, qui date de 1977, faisait état d'un débit de 16.000 m³ par jour. On suppose que la consommation a progressé à une cadence annuelle d'environ 1.000 m³ par jour et atteint maintenant 21.000 à 23.000 m³ par jour.

f. Transports

Le secteur des transports, qui contribue pour environ 9 % au PIB, se compose 1) d'un port international doté d'une importante capacité de manutention du commerce de transit et de soutage, 2) une seule ligne ferroviaire, qui relie le port de Djibouti et Addis Abeba sur une distance d'environ 780 km dont une centaine de kilomètres en territoire djiboutien, 3) des services aériens intérieurs et internationaux reliant la ville de Djibouti à 18 aéroports ou terrains à l'intérieur du pays et au monde extérieur, et 4) un réseau routier d'environ 1.600 km, les routes dotées d'un revêtement couvrant 270 km. Le port et l'aéroport sont gérés par des établissements publics distincts. Un troisième établissement public, Air Djibouti, assure des liaisons intérieures et internationales. (Pour plus de détails sur ces entreprises, se référer à l'annexe II.)

1) Port

Le trafic portuaire et les activités de soutage ont tout récemment enregistré une reprise partielle (Tableau 5). Le nombre de navires en transit et le tonnage du soutage requis sont actuellement inférieurs d'un tiers aux chiffres enregistrés vers le milieu des années 60, tandis que le volume global du fret a diminué d'environ 60 %. Le faible niveau actuel des activités portuaires souligne l'effet que continue d'avoir sur Djibouti la concurrence des autres ports de la

région, les progrès techniques qui ont permis de réduire la fréquence des opérations de soutage et le fait que le port d'Assab traite maintenant une partie importante du commerce extérieur de l'Ethiopie.

Tableau 5. Djibouti - Trafic portuaire, 1978-81

	1978	1979	1980	<u>Premier semestre</u>	
				1980	1981
Navires en transit	1.267	1.174	1.179	509	580
Boutres en transit	1.008	841	734	345	336
Passagers	2.283	2.101	3.002	1.335	1.781
	<u>(Milliers de tonnes)</u>				
Total des marchandises	395,3	370,1	395,9	688,0	236,4
Embarquées	124,8	120,3	114,5	286,0	76,2
Débarquées	270,5	249,8	281,4	402,0	160,2
Transbordement	54,6	15,8	24,7	4,0	35,5
Pétrole	764,1	872,6	860,9	424,0	...
Débarqué	424,4	509,0	513,7	263,0	312,5
Embarqué (soutage)	302,0	343,5	337,2	151,0	145,4
Réexportation	37,7	20,1	10,0	10,0	...
Approvisionnement en eau des navires	146,9	116,9	130,3	66,0	77,3

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

Divers projets ont été mis en oeuvre ou à l'étude pour accroître les opérations du port et améliorer sa position concurrentielle vis-à-vis des autres ports de la région. En outre, le port est depuis juin 1981 un établissement public, mesure visant à faciliter l'application des décisions et à permettre de mieux répondre aux impératifs des utilisateurs. La construction d'un terminal international à conteneurs est le plus important des projets en voie de réalisation. Selon les estimations, ce projet, dont l'achèvement est prévu pour 1983, coûtera environ 2,4 milliards de francs Djibouti, et sera financé par l'Allemagne de l'Ouest, le Koweït et le Fonds arabe de développement

économique et social. Deux autres projets sont également en cours de réalisation, à savoir l'agrandissement des entrepôts frigorifiques et s'agissant du port, la remise en service d'un "slipway" (moyennant un coût de 300 millions de francs Djibouti, financé par l'Arabie Saoudite); il est prévu que ces deux projets seront achevés en 1982. Au nombre des projets prévus à moyen terme figurent la construction d'un parc pour le bétail sur pied (destiné à l'exportation) ainsi que l'amélioration de la zone franche.

Le port dispose d'un avantage sur ses concurrents régionaux du fait qu'il prélève des droits qui, selon les estimations, sont nettement inférieurs à ceux de la plupart des autres ports de la mer Rouge. Par contre, les autres coûts portuaires, notamment les commissions de manutention et de stockage prélevés par les entrepreneurs privés, y sont beaucoup plus élevés qu'ailleurs. Aussi, le coût global de l'utilisation des services portuaires de Djibouti est-il supérieur à celui de la plupart des autres ports de la mer Rouge. En raison partiellement de la faiblesse des droits qu'il perçoit, le port enregistre depuis 1978 des pertes d'exploitation financées sur ses réserves propres et grâce à une subvention de 100 millions de francs Djibouti accordée par l'Etat en 1981.

Les autorités portuaires procèdent actuellement à une révision des droits en vigueur. Elles prévoient en outre, dans le but d'améliorer l'état de leurs finances, de progressivement mettre un terme à l'excédent de main-d'oeuvre par rapport aux besoins réels en arrêtant le recrutement et en appliquant un programme de mise en retraite anticipée.

2) Chemins de fer

Les chemins de fer sont gérés par la Compagnie de chemins de fer franco-éthiopienne dont le siège est à Addis Abeba (CFE). Le capital total de la CFE, qui est une société de droit éthiopien, avait été souscrit pour 50 % par l'Ethiopie, 27 % par l'Etat français, et pour 23 % par des intérêts privés français. Après avoir accédé à l'indépendance, Djibouti a acquis, sans contrepartie, la participation que détenait la France dans les chemins de fer. Djibouti a l'intention de porter cette participation à 50 % en acquérant les parts détenues par des intérêts privés (23 %). Des entretiens portant sur l'indemnisation de ces derniers devraient avoir lieu à une date prochaine.

A la suite de l'interruption des transports par voie ferroviaire en 1977/78, l'Ethiopie a acheminé une partie de son commerce extérieur par le port d'Assab, qui est situé sur son propre territoire. Bien que le trafic ferroviaire ait repris à la suite du ralentissement des hostilités dans l'Ogaden, le fret actuellement transporté (150.000 tonnes par an) est inférieur d'environ 60 % à la capacité. En raison de la faiblesse relative du trafic, la société du chemin de fer s'est trouvée dans une situation financière difficile et elle n'a pu réaliser les opérations d'entretien et de remplacement nécessaires. Un accord récemment passé avec le Gouvernement éthiopien prévoit la remise en état

prochaine de la ligne. Les investissements initiaux qui seront consacrés aux voitures et aux voies et qui doivent s'élever à 10 millions d'Ecus, seront financés par la Communauté européenne et la France. En outre, la République de Djibouti et l'Ethiopie sont convenues de la répartition des pertes et des bénéfices d'exploitation et du maintien d'un volume de trafic rentable.

3) Transports Aériens

Djibouti dispose de l'aéroport le plus important et le plus moderne de la région sud de la mer Rouge. L'évolution du trafic aérien est présentée au Tableau 6. Le nombre moyen d'atterrissages, qui était auparavant de l'ordre de 4.000 par an, a diminué d'environ 6 % en 1980 et probablement davantage en 1981. Cette évolution tient à la réduction, par accord mutuel, du nombre de vols passagers d'Air France faisant escale à Djibouti et aux fréquentes interruptions des liaisons aériennes avec le Yémen du Nord en 1981. Le nombre total de passagers débarqués, en partance et en transit, a légèrement augmenté entre 1979 et 1980. Il semblerait qu'en 1981 le tonnage de marchandises embarquées et débarquées ait légèrement progressé après avoir fortement diminué en 1980 à la suite de l'arrêt du transport du café entre l'Ouganda et Djibouti.

Tableau 6. Djibouti - Trafic aérien, 1977-80

	1977	1978	1979	1980
Avions (atterrissages uniquement)	4.109	4.088	4.057	3.773
Passagers				
Arrivées	52.470	54.799	58.821	61.242
Départs	56.747	59.233	58.137	61.141
En transit	117.006	141.960	117.852	118.393
Fret (tonnes)				
Embarqué	16.172	33.085	19.188	7.763
Débarqué	5.566	6.131	1.446	1.687
Débarqué	10.606	27.954	17.742	6.076

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

II. Prix, traitements, salaires et emploi

1. Prix

L'indice des prix à la consommation des familles de résidents étrangers à Djibouti est le seul indice global de prix qui soit publié. Les prix de certains produits consommés par les groupes de population ne disposant que d'un faible revenu et ceux de certains produits utilisés dans le secteur bâtiment et travaux publics sont également enregistrés. Djibouti étant tributaire au plus haut point des importations, les mouvements des prix intérieurs sont dominés par les variations des prix à l'importation. En outre, les prix des denrées alimentaires et d'autres produits sont généralement beaucoup plus élevés à Djibouti que dans les pays voisins.

D'après l'indice des prix à la consommation des résidents étrangers, le taux d'inflation intérieur est tombé de 15 % en 1979 à 12,1 % en 1980 puis à 5,7 % en 1981 (Tableau 7). La baisse marquée du taux d'inflation enregistrée en 1981 est due à l'incidence de la hausse effective du franc Djibouti cette année-là. Les renseignements fragmentaires dont on dispose sur les prix des produits retenus semblent indiquer que ces derniers ont, dans l'ensemble, évolué parallèlement à l'indice des prix à la consommation des résidents étrangers.

Les pouvoirs publics réglementent les prix d'un certain nombre de produits essentiels, notamment la farine de froment, le pain, le sucre, les produits pétroliers et l'électricité, ainsi que ceux des droits portuaires. Le prix du pain étant réglementé, la vente de la farine de froment par le biais de l'établissement public compétent (Office national de commerce et provisions) s'est traduite par des subventions financées sur le produit de la vente de l'aide alimentaire accordée par la Communauté européenne. La réglementation du prix du kérosène, du carburant diesel et de l'électricité a donné lieu à des subventions en grande partie financées par l'Arabie Saoudite.

2. Traitements et salaires

Depuis le relèvement général des salaires de janvier 1976, les salaires et traitements sont demeurés au même niveau, mis à part un ajustement partiel, en 1980, des salaires inférieurs à 40.000 francs Djibouti par mois. Vers le milieu de 1980, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a été relevé de 15 % et porté à 528,8 francs Djibouti par journée de 6,4 heures de travail pour la main-d'oeuvre non spécialisée et à 532,88 francs Djibouti par journée de 8 heures pour les salariés agricoles. Les autres salariés ont bénéficié d'accroissements allant de 2 à 18 %, les hausses les plus faibles étant accordées aux groupes de revenus les plus élevés. Etant donné le taux d'inflation enregistré depuis janvier 1976, il s'est produit une érosion très sensible des différents traitements et salaires réels. En 1981, la rémunération annuelle moyenne dans le secteur public (6.450 dollars E.U.) était plus élevée à Djibouti que dans les pays voisins. La masse salariale totale,

secteur public et secteur privé confondus, a cependant sensiblement augmenté en valeur réelle à la suite essentiellement d'un accroissement des effectifs (Tableau 8).

Tableau 7. Djibouti - Evolution de l'indice des prix à la consommation des résidents étrangers, 1979-81

(Octobre 1978 = 100)

	Coefficient de pondération	1979	1980	1981
Alimentation	50,3	112,3	119,2	124,2
Restaurants	9,2	116,5	144,3	127,6
Eau, gaz, électricité	13,1	102,5	116,1	148,2
Employés de maison	6,4	100,4	131,3	133,6
Produits ménagers	0,3	105,4	117,2	123,0
Articles pour soins d'hygiène	1,2	115,6	129,1	132,1
Articles de toilette	1,4	101,5	119,4	131,4
Produits pharmaceutiques	1,0	87,1	91,2	119,6
Habillement	1,7	110,4	121,4	132,1
Divers	15,4	112,5	130,3	130,8
Indice global	100,0	110,3	123,6	130,6
Pourcentage de variation		15,0	12,1	5,7

Sources : Direction nationale de la statistique, Annuaire statistique, 1977-80 et données communiquées par les autorités de Djibouti.

Tableau 8. Djibouti - Evolution des salaires et traitements réels, 1978-81

(Milliards de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981
Total des salaires et traitements	11,95	12,62	12,05	13,05
Publics	4,97	4,85	4,63	5,40
Privés	6,98	7,68	7,42	7,65 <u>1/</u>

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Estimations.

3. Emploi

Les données relatives aux emplois salariés dans le secteur privé et le secteur public sont présentées sous forme résumée au Tableau 9. Les chiffres se rapportant au secteur privé, qui sont tirés des statistiques de la sécurité sociale, sous-estiment le niveau réel de l'emploi, certains employeurs et employés s'efforçant d'éviter de verser leurs cotisations sociales. Les données disponibles tendent à indiquer que le secteur privé emploie environ 60 % des salariés. En 1980, qui est l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données, 23 % des salariés du secteur privé exerçaient leur activité dans le commerce, contre 13 % dans chacun des quatre secteurs suivants : manufacturier, bâtiment et travaux publics, transports et services ménagers. En 1981, les fonctionnaires titulaires constituaient 30 % des effectifs du secteur public. Les autres, c'est-à-dire les personnes "conventionnées" ne sont employés qu'à titre temporaire. Le ratio entre les fonctionnaires titulaires, qui sont généralement mieux payés et le total des effectifs a progressivement augmenté, les pouvoirs publics ayant entrepris de réduire les écarts de salaires entre ces deux catégories.

Les données communiquées par la Bourse du travail montrent que le récent redressement de l'activité économique a permis de créer un grand nombre d'emplois dans le secteur privé, notamment dans le commerce et le bâtiment et les travaux publics. On a toutefois assisté simultanément à un accroissement du nombre des chômeurs inscrits, du fait de l'augmentation du nombre des immigrants provenant des pays voisins et de l'arrivée constante sur le marché du travail de jeunes ayant achevé leurs études et de travailleurs non qualifiés ayant abandonné les régions rurales à la suite des très graves sécheresses de 1979 et 1980 (Tableau IV de l'annexe).

III. Finances publiques

1. Structure du secteur public

Le secteur public se compose de l'administration centrale, de cinq conseils de district (Djibouti, Ali Sabieh, Dikhil, Obock et Tadjourah) et d'environ 14 établissements publics. Les encaissements et les décaissements de l'administration centrale et des districts sont contrôlés par le Trésor; les districts sont toutefois autorisés à avoir une petite caisse. La plupart des établissements publics jouissent de l'autonomie financière et tirent la majeure partie de leurs ressources des droits qu'ils perçoivent ou de prélèvements particuliers. L'exercice des divers organismes du secteur public coïncide avec l'année civile et il est prolongé, dans le cas de l'administration centrale, par une période complémentaire de trois mois. Des crédits supplémentaires sont souvent ouverts dans le budget de l'Etat en cours d'exercice.

Tableau 9. Djibouti - Répartition sectorielle de l'emploi, 1978-81

(Nombre de personnes)

	1978	1979	1980	1981
Secteur privé	<u>6.445</u>	<u>6.942</u>	<u>9.037</u>	<u>...</u>
Agriculture, pêche et élevage	75	76	83	...
Industrie manufacturière	873	972	1.206	...
Electricité	433	525	536	...
Bâtiment et travaux publics	738	740	1.256	...
Transports	1.048	1.272	1.221	...
Commerce et services	3.278	3.357	4.735	...
Commerce	1.203	1.018	2.117	...
Banques, assurance	559	733	690	...
Hôtels et restaurants	518	657	684	...
Employés de maison	998	949	1.244	...
Secteur public	<u>4.947</u>	<u>5.307</u>	<u>6.060</u>	<u>6.156</u>
Fonctionnaires	1.226	1.513	1.667	1.800
Divers	3.721	3.794	4.394	4.393
Total	11.392	12.249	15.097	...

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

Le budget de l'Etat comprend des opérations ordinaires et extraordinaires dont les données sont publiées. Les recettes sont enregistrées sur la base encaissement-décaissement tandis que les dépenses sont enregistrées sur la base de l'émission des moyens de paiement. Aux recettes fiscales et non fiscales s'ajoute l'aide budgétaire extérieure. Les dépenses de fonctionnement se composent des dépenses de l'Assemblée nationale, des ministères et des districts, ainsi que des contributions versées à certains établissements publics. Les crédits ouverts à tous les services dépensiers au titre du personnel et qui n'ont pas été utilisés au 31 décembre sont versés dans une caisse de réserve. Les autres ouvertures de crédit peuvent, par contre, être utilisées au cours de la période complémentaire, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les crédits budgétaires de fonctionnement sont débloqués par tranches (missions trimestrielles de moyens de paiement). Le budget d'équipement ne recouvre qu'une partie du total des investissements, une proportion relativement importante de ces derniers étant directement financée par des sources extérieures ou par le biais de comptes locaux spéciaux. La période couverte par le budget d'équipement correspond exactement à l'année civile; il n'existe pas de période complémentaire. Les recettes inscrites à ce budget se composent essentiellement des transferts effectués à partir du budget de fonctionnement, des encaisses accumulées et de subventions budgétaires ou dons provenant de l'étranger. Il existe également des comptes extrabudgétaires qui font intervenir, du côté des recettes, un volume important de subventions ou dons extérieurs, accordés essentiellement par le Fonds européen de développement, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Arabie Saoudite, la Libye, le Koweït et d'autres pays arabes. Les comptes extrabudgétaires couvrent les dépenses, y compris les dépenses relatives à l'armée nationale, qui sont financées au moyen des subventions ou dons extérieurs.

Le contrôle budgétaire incombe au Service de dépense engagée (SDE) du Ministère des finances et du Trésor. Ce service vérifie les demandes de dépenses particulières pour s'assurer qu'elles entrent bien dans la catégorie des crédits budgétaires approuvés. Les achats de véhicules sont effectués par le Ministère des finances. Les divers ministères effectuent les autres achats après avoir obtenu l'autorisation du Ministère des finances, par délégation de pouvoirs de la Présidence et conformément aux procédures de contrôle budgétaire. Les paiements effectués au titre de projets sont autorisés périodiquement à mesure de l'avancement des travaux.

2. Opérations financières de l'administration centrale

a. Evolution générale, 1978-80

Les opérations financières globales de l'administration centrale ont dégagé des excédents de 2,6 milliards de francs Djibouti par an en moyenne, soit environ 5 % du PIB, entre 1978 et 1980 (Tableau 10). Les résultats favorables de ces trois années tiennent au fait que les pouvoirs publics ont pu dégager des recettes supplémentaires (notamment en imposant la consommation), maîtriser les dépenses de fonctionnement

Tableau 10. Djibouti - Opérations financières de l'Etat, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisaires	1982 Budget
Recettes totales	<u>21.779</u>	<u>27.094</u>	<u>28.049</u>	<u>28.452</u>	<u>27.283</u>
Recettes budgétaires	10.556	12.564	14.780	16.916	18.173
Dons extérieurs	11.223	14.530	13.269	11.536	9.110 <u>1/</u>
Dépenses totales	<u>19.384</u>	<u>25.003</u>	<u>24.480</u>	<u>25.186</u>	<u>26.343</u>
Dépenses ordinaires	17.480	19.500	19.440	19.217	20.920
Dont : budgétaires	8.091	8.983	9.926	11.554	13.920
extrabudgétaires <u>2/</u>	9.389	10.517	9.514	7.663	7.000
Dépenses d'équipement	1.904	5.503	5.040	5.969	5.423
Dont : budgétaires	1.459	2.419	2.210	4.147	3.623
extrabudgétaires <u>2/</u>	445	3.084	2.830	1.822	1.800
Prêts nets	<u>-11</u>	<u>99</u>	<u>150</u>	<u>1.317</u>	--
Excédent global	<u>2.406</u>	<u>1.992</u>	<u>3.419</u>	<u>1.949</u>	<u>940</u>
Financement	<u>-2.406</u>	<u>-1.992</u>	<u>-3.419</u>	<u>-1.949</u>	<u>-940</u>
Emprunts extérieurs (net)	-46	-50	-52	-40	-44
Banques locales (net)	-2.667	-1.863	-3.499	-2.044	...
Variations des soldes de trésorerie et erreurs et omissions	307	-79	132	135	...

Sources : Ministère des finances, Compte définitif du budget de l'Etat, 1978-80, Budget de l'Etat, 1981 et 1982; et données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Estimations des services du Fonds. Comprend un montant de 310 millions de francs Djibouti sous forme de subventions budgétaires de la France. Les subventions budgétaires d'autres pays ne sont pas incluses ici. Ces concours ont représenté en moyenne environ 1.300 millions de francs Djibouti par an pendant la période 1978-81.

2/ Financées par des subventions ou dons extérieurs.

et mobiliser d'importants montants de subventions ou de dons extérieurs. Les excédents enregistrés ont permis à l'Etat de conserver une forte position créditrice nette auprès du système bancaire intérieur et d'accroître ses avoirs extérieurs. Environ 57 % de l'ensemble des dépenses publiques ont été financées par des subventions ou dons extérieurs au cours de la période 1978-80. Si l'on fait abstraction de ces derniers, les opérations financières consolidées de l'Etat font apparaître un déficit global d'en moyenne 10,4 milliards de francs Djibouti, soit 21 % du PIB.

1) Recettes

Les impôts indirects sont de loin la principale source de recettes budgétaires (Tableau 11 et Tableau V de l'annexe). Leur part dans le total de ces dernières a constamment progressé pour passer de 52 % en 1978 à 61 % environ en 1980. La part imputable aux impôts sur le revenu et aux impôts fonciers s'est établie à 18 % en moyenne au cours de cette période, tandis que celle du produit des droits de timbre, des licences et autres droits moins importants est passée de 11 % en 1978 à moins de 10 % en 1980. Le pourcentage des recettes non fiscales dans le total a également baissé, tombant d'un peu moins de 20 % en 1978 à environ 14 % en 1980. Une grande partie des recettes non fiscales (53 %) provenait des intérêts perçus sur les fonds déposés auprès de banques locales ou étrangères.

La progression annuelle moyenne (23 %) des recettes fiscales au cours des années 1978-80 a été bien plus rapide que celle du PIB. L'élasticité des recettes fiscales par rapport au PIB, qui était d'environ 2,4 en 1978, s'est établie en moyenne à 1,5 au cours des deux années suivantes. Cette remarquable élasticité est dans une large mesure due aux relèvements discrétionnaires successifs des impôts indirects. Si l'on tient compte des recettes engendrées par l'ensemble des nouvelles mesures fiscales au cours de la période considérée, l'élasticité automatique du système fiscal par rapport au PIB est sensiblement moins élevée que l'élasticité globale estimée. Cela est dû à l'importance du rôle que continue de jouer le régime de l'imposition spécifique par opposition au régime ad valorem. Une proportion relativement forte de la valeur ajoutée par le secteur tertiaire, qui est en grande partie responsable de la croissance du PIB, était en outre non imposable.

Djibouti a bénéficié de subventions ou dons extérieurs considérables depuis l'accession à l'indépendance. Leur montant est passé de 11,2 milliards de francs Djibouti en 1978 à 14,5 milliards de francs Djibouti en 1979, soit 116 % des recettes budgétaires totales, pour tomber à 13,3 milliards de francs Djibouti en 1980. La France en a fourni environ 60 % et l'Arabie Saoudite 25 %. Au nombre des autres sources figurent l'Allemagne de l'Ouest, la Communauté européenne, le Koweït, la Libye et d'autres pays arabes.

Tableau 11. Djibouti - Recettes budgétaires de l'Etat, 1978-81 1/

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisaires
(Pourcentage des recettes totales)				
1. Recettes fiscales	80,2	86,7	86,4	83,9
Impôts sur les revenus et impôts fonciers	17,2	20,6	15,8	15,2
Impôts indirects	52,0	55,2	60,9	57,8
Licences, droits de timbre et autres impôts	11,0	10,9	9,7	10,9
2. Recettes non fiscales	19,8	13,3	13,6	16,1
Total (1 + 2)	100,0	100,0	100,0	100,0
<u>Postes supplémentaires</u>				
Elasticité de l'impôt	2,37	1,48	1,57	1,29
Recettes fiscales en pourcentage du PIB	19,9	21,5	21,9	22,4
Dons ou subventions en pourcentage du PIB	26,4	28,6	22,8	18,2
Dons ou subventions en pourcentage des recettes budgétaires	106,3	115,6	89,8	68,2

Sources : Tableau V de l'annexe et estimations des services du Fonds.

1/ Non ompris les subventions ou dons extérieurs.

2) Dépenses

Les dépenses budgétaires totales se sont accrues en moyenne de 18 % par an au cours de la période de trois ans allant de 1978 à 1980. Les dépenses ordinaires ont, dans l'ensemble, représenté à peu près 82 % des dépenses budgétaires totales, le solde étant constitué par des dépenses extraordinaires. Les dépenses ordinaires ont progressé à un taux annuel moyen de 13 %. Les traitements et salaires, qui représentent environ 60 % de ces dépenses, ont augmenté en moyenne d'environ 10 % par an en raison des promotions normales et de l'accroissement des effectifs (Tableau 12 et Tableau VI de l'annexe). Les dépenses en biens et services ont représenté près d'un tiers des dépenses ordinaires; les deux tiers restant ont essentiellement consisté en subventions et en contributions aux budgets annexes et aux établissements publics. En raison de la faiblesse de la dette publique, les paiements d'intérêts ont représenté moins de 1 % des dépenses ordinaires.

La classification fonctionnelle des dépenses montre que les services publics généraux ont absorbé la part la plus importante (66 %) des dépenses ordinaires, contre 22 % en moyenne pour les services sociaux (Tableau VII de l'annexe). La santé publique et l'enseignement ont bénéficié de 94 % des dépenses effectuées au titre des services sociaux. Les dépenses relatives aux services économiques, qui représentaient environ 9 % des dépenses ordinaires, ont essentiellement concerné l'agriculture, les travaux publics et l'entretien. Les dépenses du budget d'équipement sont passées de 1,5 milliard de francs Djibouti en 1978 à 2,2 milliards de francs Djibouti en 1980 et ont principalement servi à financer les travaux d'amélioration de l'infrastructure, et notamment les routes.

L'on ne dispose pas de données détaillées sur les dépenses extrabudgétaires mais il semblerait que les subventions ou dons extrabudgétaires aient été en grande partie utilisés au cours de l'année du versement. Les dépenses militaires, qui consistent essentiellement en traitements et salaires, ont représenté en moyenne, 60 % environ de l'ensemble des dépenses extrabudgétaires courantes.

3) Financement

Les excédents successifs ont permis aux pouvoirs publics d'alimenter une caisse de réserve, composée principalement d'avoirs extérieurs, pour un montant de 11,8 milliards de francs Djibouti, soit l'équivalent de 97 % des dépenses budgétaires à la fin de 1980. Bien que quelques prêts assortis de conditions libérales aient été négociés au cours de la période 1978-80, aucun décaissement n'a été effectué. Les paiements au titre de l'amortissement de la partie décaissée de la dette extérieure ont été peu élevés (49 millions de francs Djibouti par an en moyenne, soit l'équivalent de 0,4 % des recettes budgétaires).

Tableau 12. Djibouti - Classification économique
des dépenses budgétaires de l'Etat, 1978-81

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisaires
(Pourcentage des dépenses budgétaires totales)				
1. Dépenses ordinaires	84,7	78,8	81,8	73,6
Biens et services	27,1	25,1	27,2	27,7
Salaires et traitements	52,1	47,7	46,9	39,2
Subventions et divers	5,5	6,0	7,7	6,7
2. Dépenses extraordinaires	15,3	21,2	18,2	26,4
Total (1 + 2)	100,0	100,0	100,0	100,0
<u>Postes supplémentaires</u>				
(Pourcentage du PIB estimé aux prix courants du marché)				
Total des dépenses budgétaires	22,5	22,5	20,8	24,7
Dépenses ordinaires	19,1	17,7	17,0	18,2
Dépenses extraordinaires	3,4	4,8	3,8	6,5
Dépenses extrabudgétaires	23,2	26,8	21,8	15,0

Source : Tableau VI de l'annexe.

b. Exercice 1981

Les résultats provisoires pour 1981 font apparaître un nouvel excédent budgétaire dont le montant de 1,9 milliard de francs Djibouti représente l'équivalent de 3 % du PIB. Si l'on fait abstraction des subventions ou dons extérieurs, le déficit global s'établit à 9,6 milliards de francs Djibouti, soit 15 % du PIB.

Les recettes budgétaires ont progressé de 15 % tandis que les subventions ou dons extérieurs diminuaient de 13 % et que les recettes totales augmentaient très légèrement. L'accroissement des recettes budgétaires est en grande partie imputable à l'élargissement général de la base d'imposition, notamment pour les importations, qui a eu un effet important sur le produit des impôts indirects. Les recettes provenant des impôts sur le revenu ont légèrement augmenté. Les recettes non fiscales ont fortement progressé (37 %), les intérêts perçus sur les dépôts libellés en dollars augmentant par suite du niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués à l'étranger. En 1981, ces rémunérations ont également été accrues par un recours plus extensif, de la part des importateurs, au système du crédit d'impôt. Cette année-là, les recettes dues aux intérêts ont représenté à elles seules 11 % des recettes budgétaires. Les subventions ou dons extérieurs ont par contre diminué de 13 % pour s'établir à 11,5 milliards de francs Djibouti, soit 68 % des recettes budgétaires totales en 1981.

Le montant total des dépenses n'a augmenté que de 3 % pour atteindre 25,2 milliards de francs Djibouti en 1981. Les dépenses budgétaires ordinaires ont progressé de 16 % à la suite, notamment, de l'accroissement des dépenses consacrées à la défense et financées sur ressources intérieures. Les dépenses extraordinaires ont presque doublé, les pouvoirs publics continuant de chercher à améliorer l'infrastructure et d'accorder leurs concours aux établissements publics. Les dépenses extrabudgétaires ont, par contre, diminué de 30 %, parallèlement à la diminution des subventions ou dons extérieurs.

2. Budget de 1982

Le budget de 1982 prévoit un montant de recettes (subventions ou dons non compris) de 18,2 milliards de francs Djibouti, soit 7 % de plus que le budget définitif de 1981. Près de la moitié de cet accroissement devrait provenir des impôts frappant les biens et services et un tiers environ des recettes non fiscales. Au nombre des nouvelles mesures fiscales figure l'extension, à dater de janvier 1982, de la surtaxe de 5 % aux importations (autres que celles de produits alimentaires) provenant des pays de la Communauté européenne, surtaxe qui devrait permettre de dégager un montant de 350 millions de francs Djibouti. Une nouvelle surtaxe, frappant au taux de 26 % la valeur c.a.f. de l'eau minérale importée, a également été introduite à la même époque dans le but, essentiellement, de protéger l'usine d'eau minérale récemment implantée à Tadjourah. Le produit prévu pour 1982 est de 16 millions de francs Djibouti.

Les dépenses budgétaires totales s'élèveront, selon les estimations, à 17,5 milliards de francs Djibouti, soit un montant supérieur de 12 % aux résultats définitifs de 1981. Les dépenses inscrites au budget au titre des traitements et salaires progresseront de 10,8 % et celles relatives aux biens et services de 5,9 %. Le budget prévoit des dépenses d'équipement de 3,6 milliards de francs Djibouti, soit un montant inférieur de 14 % aux résultats définitifs de 1981. Les dépenses

d'investissement supplémentaires touchent essentiellement les secteurs du bâtiment et des travaux publics et de l'urbanisme. Il est prévu un excédent global de 0,9 milliard de francs Djibouti, soit la moitié de l'excédent constaté en 1981.

3. Opérations financières des établissements publics

Djibouti compte environ 14 établissements publics placés chacun sous la tutelle d'un ministère technique. Aucun organisme central n'est chargé de la coordination globale de la politique générale ou des activités de ces établissements. Leur statut juridique varie très nettement d'un établissement à un autre puisque, si certains d'entre eux sont autonomes ou relativement indépendants et ont leurs propres conseils d'administration, d'autres ne sont que des services ministériels dotés d'une comptabilité distincte. L'exercice des établissements publics coïncide avec l'année civile. Leurs recettes proviennent de la vente de biens et services, d'emprunts intérieurs ou extérieurs et, dans une mesure bien moindre, des subventions de l'administration centrale. Les emprunts sont directement contractés par les établissements publics bien qu'il leur faille obtenir l'autorisation de l'Etat dans le cas d'emprunts à l'étranger, la dette extérieure étant garantie par ce dernier. Les établissements publics assurent directement le service de leur dette. Ils sont en général tenus de financer leurs dépenses d'exploitation, y compris le service et l'amortissement de la dette, au moyen de leurs propres recettes d'exploitation.

Les comptes financiers consolidés des sept principaux établissements sont présentés sous forme résumée au Tableau 13. Ces établissements ont dégagé au cours de la période 1978-80 des excédents d'exploitation de l'ordre de 0,6 milliard de francs Djibouti. Il semblerait qu'ils aient également enregistré un excédent d'exploitation en 1981, bien que plus faible (0,3 milliard de francs Djibouti). On s'attend à ce qu'en 1982 l'excédent d'exploitation soit du même ordre de grandeur qu'en 1981. Les ressources autres que les recettes d'exploitation ont au cours des années 1978-79 fortement dépassé les dépenses correspondantes. Toutefois, depuis 1980, ces dernières, qui consistent en grande partie en nouveaux investissements, ont été supérieures aux recettes autres que d'exploitation. Aussi, la position financière globale, qui était excédentaire en 1978-79 (l'excédent s'élevant en moyenne à 1,1 milliard de francs Djibouti) est-elle devenue déficitaire en 1980 et s'est-elle trouvée pratiquement en équilibre en 1981. Elle ne devrait que légèrement s'améliorer en 1982.

Bien que de nouveaux prêts extérieurs aient été négociés en 1980 et 1981, un seul tirage (de 270 millions de francs Djibouti) a été effectué en 1979. Contrairement à ce qui s'est passé les années précédentes, au cours desquelles les établissements publics ont été en mesure de constituer un certain volume d'encaisses, depuis 1980 il leur faut puiser dans leurs réserves pour satisfaire aux besoins de financement engendrés par les nouveaux investissements et l'amortissement.

Tableau 13. Djibouti - Opérations financières consolidées
des sept principaux établissements publics, 1978-82 1/

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisoires	1982 Budget
Recettes d'exploitation	6.237	6.896	8.593	9.541	11.018
Dépenses d'exploitation	5.712	6.238	7.911	9.292	10.655
Excédent d'exploitation	525	658	682	349	363
Autres recettes	1.149	1.331	1.835	1.735	2.606
Autres dépenses	722	737	2.743	2.073	2.909
Excédent/déficit (-) global	952	1.252	-226	11	60
Financement	-952	-1.252	226	-11	-60
Extérieur (net)	-55	197	-137	-129	-140
Tirage	--	270	--	--	--
Amortissement	-55	-73	-137	-129	-140
Divers	-897	-1.449	363	118	80
<u>Postes supplémentaires</u>					
Dette extérieure					
Encours de la dette extérieure (au début de l'année)	1.178	1.277	1.524	1.229	837
Paiement des intérêts	26	33	82	44	41
Paiement du principal	55	73	137	129	140
Décaissements	--	270	--	--	--
Nouveaux engagements	--	--	400	859	...
Dépôts auprès du Trésor de tous les établissements publics (fin décembre)	1.553	2.046	1.989	930	...

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Ce tableau retrace les opérations financières des établissements publics suivants : 1) Aéroport de Djibouti; 2) Caisse des prestations sociales; 3) Electricité de Djibouti; 4) Office des postes et télécommunications; 5) Port autonome international de Djibouti; 6) Régie des eaux; et 7) Service médical interentreprises. Au nombre des autres établissements publics non inclus ici figurent : Chambre internationale de commerce et d'industrie, Etablissement public des hydrocarbures, Office de développement du Tourisme, Office national d'approvisionnement et de commercialisation, Société hôtelière d'Etat, et Société nationale Air Djibouti.

Il est difficile de chiffrer avec quelque précision la situation financière globale de l'ensemble des établissements publics. Il semblerait qu'ils aient globalement enregistré des déficits annuels moyens de quelque 0,5 milliard de francs Djibouti en 1980-81. Ces résultats, qui représentent une dégradation très sensible par rapport à ceux des sept établissements considérés précédemment, sont dus aux pertes d'exploitation subies par les établissements responsables des produits pétroliers et de la farine de froment, dont les prix sont réglementés.

IV. Monnaie et crédit

Le système financier de Djibouti se compose essentiellement du Trésor, d'une banque centrale (la Banque nationale de Djibouti) qui n'est pas encore pleinement opérationnelle, et de six banques commerciales étrangères.

1. Trésor

Depuis le 1^{er} janvier 1978, le Trésor de Djibouti joue le rôle d'institut d'émission et émet le franc Djibouti. Les billets sont entièrement couverts par des dépôts en dollars E.U. auprès de la French American Banking Corporation à New York. Pour faciliter ses opérations, le Trésor a ouvert un compte auprès de chacune des banques commerciales. L'échange de francs Djibouti et de dollars E.U. entre les banques et le Trésor s'effectue par crédit ou débit du compte du Trésor auprès de la French American Banking Corporation à New York d'un montant en dollars E.U. Le Trésor vend rarement des dollars E.U. aux banques mais en achète plusieurs fois par mois. Entre 1978 et 1980, le Trésor a, dans l'ensemble, conservé un montant de dollars E.U. supérieur de 8 % à la couverture monétaire légale. En 1981, cet excédent équivalait à environ 15 % des billets émis.

Outre ses dépôts en dollars E.U., le Trésor dispose d'importants autres avoirs extérieurs, placés à l'étranger directement ou par l'intermédiaire des banques locales. Ces avoirs représentaient en moyenne 51,4 et 51,3 % respectivement du total des avoirs extérieurs de l'Etat au cours de la période 1978-80 et en 1981.

Le Trésor reçoit également une partie des dépôts des établissements publics; il n'accepte toutefois pas de dépôts du secteur privé.

2. Banque centrale

Le statut juridique de la Banque centrale a été établi par un décret daté du 3 décembre 1977 (pour de plus amples détails, se reporter au document SM/80/265, pages 28-29).

Les statuts de la banque ont été publiés en avril 1979. La Banque nationale n'est toutefois pas encore opérationnelle et peu de progrès ont été réalisés en la matière. Seulement 30 % du capital initial de la Banque a été débloqué dans le but d'assurer le petit nombre d'opérations

qu'elle effectue quotidiennement. Les locaux actuels de la Banque centrale se composent de quelques bureaux situés dans un bâtiment de l'administration et ses effectifs ne comptent que quelques personnes. Aussi les activités se sont-elles limitées à l'établissement d'un noyau administratif chargé d'assurer un minimum des fonctions de banque centrale. L'Etat a récemment demandé à la Banque centrale d'étudier la possibilité de créer un mécanisme de réescompte dans le but essentiellement de faciliter le financement des projets de développement à moyen et long terme.

3. Banques commerciales

Il existe à l'heure actuelle six banques commerciales étrangères toutes situées dans la ville de Djibouti (pour de plus amples détails se reporter au document SM/80/265, p. 29). En raison de l'absence de restrictions pesant sur le système du commerce et des paiements internationaux, Djibouti représente une zone franche commerciale et financière. Aussi les banques commerciales y ont-elles prospéré, notamment en attirant les dépôts de non-résidents vivant, pour la plupart, dans les pays voisins et en leur consentant des crédits. Les banques commerciales ne pouvant à l'heure actuelle recevoir de concours du Trésor ni de la Banque centrale, il existe une importante coopération interbancaire dans le cadre de laquelle s'effectue également la conversion de dollars E.U. en francs Djibouti et inversement.

Outre les banques commerciales, Djibouti compte des agents de change, qui réalisent leurs transactions même pendant les heures de fermeture des banques. Ils changent essentiellement des devises en francs Djibouti, à un taux un peu moins avantageux que les banques commerciales.

4. Banque de développement

La création de la banque de développement en est au stade de la planification. Le projet de statuts de la banque est en cours de révision et devrait bientôt être soumis à l'approbation de l'exécutif. La banque aura essentiellement pour objet de fournir des prêts à moyen et long terme pour financer les projets de développement. Le capital de la banque est à l'heure actuelle fixé à 500 millions de francs Djibouti et doit être souscrit pour 51 % par l'Etat et pour 49 % par d'autres investisseurs. Jusqu'à présent, seule la Caisse centrale de coopération économique (CCCE, France) a accepté de prendre une participation au capital initial; les banques commerciales n'ont manifesté aucun intérêt.

5. Evolution monétaire d'ensemble

Les statistiques monétaires communiquées au Trésor par les banques commerciales ne font de distinction ni entre les transactions des résidents et celles des non-résidents ni entre les dépôts à vue et les dépôts à terme. Les banques ne communiquent en outre que les dépôts

de l'Etat libellés en francs Djibouti; la manière dont elles comptabilisent les dépôts de l'Etat libellés en devises n'apparaît pas très clairement. Il convient donc, en raison de ces lacunes, de faire preuve de prudence lorsque l'on interprète la situation décrite par les statistiques monétaires.

La masse monétaire, au sens large, a progressé à un taux annuel moyen de 16,1 % entre décembre 1978 et décembre 1980 (Tableau 14). Plus de 90 % de l'accroissement enregistré s'est effectué sous forme de dépôts, essentiellement à court terme, dont le volume a augmenté de 17,9 % par an. Cette rapide expansion de la masse monétaire s'est accompagnée d'une évolution favorable de la position de la balance des paiements reflétée par un accroissement des avoirs extérieurs nets de l'Etat et des banques commerciales (Tableaux VIII et IX de l'annexe). Au cours de cette période, le montant total des avoirs extérieurs nets a augmenté de 53,8 % et représentait 160 % de la masse monétaire au sens large à la fin de 1980. La masse monétaire a progressé beaucoup plus lentement en 1981 (6,8 %) en raison de la baisse du taux d'accroissement des dépôts, qui est tombé à 7,6 %. Le ralentissement de l'expansion de la masse monétaire s'est accompagné d'une diminution du taux de croissance des avoirs extérieurs, qui est passé à 10,3 %, tandis que les avoirs extérieurs nets de l'Etat diminuaient de 2,3 %. La circulation fiduciaire hors banques représentait, en moyenne, environ 28 % de la masse monétaire au cours de la période 1978-81, au lieu de 34 % à la fin de 1976.

Les excédents du Trésor, qui ont permis à l'Etat d'accumuler des dépôts auprès du système bancaire, ont été un facteur déterminant de l'évolution du crédit intérieur. En trois ans, de 1979 à 1981, les dépôts de l'Etat auprès du système bancaire ont progressé à un taux annuel de 29,5 %. Ainsi, bien que le crédit au secteur privé soit passé de 4.636 millions de francs Djibouti à la fin de 1978 à 12.224 millions de francs Djibouti à la fin de 1981 (ce qui représente en moyenne un accroissement de 38,9 % par an), l'encours du crédit intérieur net a été négatif.

5. Répartition des crédits

Les crédits au secteur privé bénéficient essentiellement au commerce. De la fin de 1978 au milieu de 1980, la proportion des crédits consentis au secteur privé et absorbés par le commerce est tombée de 83 à 68 % (Tableau 15). Dans le cas du secteur financier et de celui du bâtiment et des travaux publics, les pourcentages correspondants ont plus que doublé au cours de la même période puisqu'ils sont passés respectivement à 7 et 10 % et devraient, selon les estimations, avoir encore augmenté en 1981.

D'après les renseignements fragmentaires dont on dispose, les deux tiers environ des crédits consentis au secteur privé sont à court terme; le reste porte presque exclusivement sur le moyen terme. La préférence manifestée par les banques commerciales pour les opérations de crédit à court et à moyen terme traduit dans une large mesure le fait que pratiquement tous les dépôts bancaires sont à court terme (moins d'un an). A peu près 60 % des dépôts sont payables à vue.

Tableau 14. Djibouti - Situation monétaire, 1978-81

(Millions de francs Djibouti, fin de période)

	1978	1979	1980	1981
Avoirs extérieurs (net) <u>1/</u>	14.996	18.563	23.057	25.425
Autorités monétaires	(9.688)	(11.859)	(15.576)	(15.224)
Banques créatrices de monnaie	(5.308)	(6.704)	(7.481)	(10.201)
Crédit intérieur	-1.794	-912	-1.889	-1.612
Créances sur l'Etat (net)	(-6.430)	(-8.293)	(-11.792)	(-13.836)
Créances sur le secteur privé	(4.636)	(7.381)	(9.903)	(12.224)
Masse monétaire	14.814	18.299	19.882	21.238
Circulation fiduciaire hors banques	(4.458)	(4.769)	(5.646)	(5.922)
Dépôts auprès des banques commerciales	(8.823)	(11.484)	(12.247)	(14.386)
Dépôts auprès du Trésor	(1.533)	(2.046)	(1.989)	(930)
Autres postes (net)	-1.612	-648	1.286	2.575

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Il se peut que les avoirs extérieurs nets soient surévalués dans la mesure où ils ne prennent pas totalement en compte les engagements extérieurs des banques commerciales.

Tableau 15. Djibouti - Répartition des crédits octroyés par les banques commerciales au secteur privé, 1978-80

(Pourcentage du total)

	<u>1978</u> Fin déc.	<u>1979</u> Fin juin Fin déc.	<u>1980</u> Fin juin
Industrie	1,0	0,9	0,6
Commerce	82,8	78,8	68,2
Bâtiment et travaux publics	4,2	4,4	9,7
Transports	1,1	1,4	1,9
Secteur financier	3,3	4,2	7,3
Autres	<u>7,6</u>	<u>10,3</u>	<u>12,3</u>
Total	100,0	100,0	100,0

Source : données communiquées par la Banque nationale de Djibouti.

7. Structure des taux d'intérêt

L'Association des banques commerciales détermine la structure des taux d'intérêt pour les transactions en francs Djibouti ainsi que les marges appliquées aux taux en vigueur sur l'Euromarché pour les transactions en dollars E.U. et autres devises. La structure des taux d'intérêt est demeurée inchangée de 1977 à 1981, année pendant laquelle elle a subi certaines modifications. La structure précédente des taux d'intérêt, la convertibilité intégrale du franc Djibouti et la récente et très forte progression des taux de l'eurodollar ont été favorables aux opérations d'arbitrage. Il était ainsi possible d'emprunter des francs Djibouti à un taux d'intérêt relativement faible et de convertir le produit de ces emprunts en devises de manière à alimenter des comptes assortis de taux d'intérêt beaucoup plus élevés.

La structure des taux d'intérêt bancaires, en vigueur depuis 1981, est décrite à l'annexe III. Comme auparavant, les taux appliqués aux opérations de crédit et aux dépôts en francs Djibouti sont fixes. Les taux relatifs aux crédits sont égaux à la somme d'un taux de base et d'une marge variant en fonction du type de crédit et de l'emprunteur (particulier ou entreprise). Jusqu'en 1981, le taux de base était de 8,5 % et les marges allaient de 2,5 à 5 points de pourcentage. En 1981, le taux de base a été porté à 12,5 % et l'intervalle de variation des marges a été fixé à 1 à 3 points de pourcentage. Le taux prêteur a ainsi enregistré un accroissement global de 2 à 2,5 points de pourcentage, ce qui a limité sensiblement les possibilités d'arbitrage. Les taux servis sur les dépôts n'ont pas été modifiés et vont de 0 pour les dépôts à vue à 3 % pour les dépôts d'épargne et jusqu'à 7,25 % pour les dépôts à terme, selon l'échéance du dépôt.

Les taux relatifs aux opérations de crédit et aux dépôts en devises sont liés aux taux pratiqués sur le marché des eurodevises. Le taux de base est fixé chaque mois par l'Association des banques commerciales à partir des taux moyens communiqués aux banques par leurs correspondants. Toutes les banques sont tenues d'appliquer le taux de base. Dans le cas des opérations de crédit, une marge comprise entre 1 et 3 points de pourcentage vient s'ajouter à ce taux (au lieu de 2,5 à 5 points de pourcentage précédemment). Les taux servis sur les dépôts varient légèrement selon la devise utilisée. Les dépôts à vue ne sont pas rémunérés lorsque leur montant est inférieur à l'équivalent de 50.000 dollars E.U., mais les montants plus élevés sont rémunérés à un taux inférieur de 3 % au taux de base. Le taux d'intérêt servi sur les dépôts à terme est légèrement inférieur ou égal au taux de base.

L'Association des banques commerciales détermine également les commissions bancaires. Une commission générale fixe est appliquée à tous les transferts à l'exception des transferts effectués par des particuliers en francs français. Les commissions relatives aux transactions en francs Djibouti et en devises sont respectivement de 300 et 500 francs Djibouti. Différentes catégories d'opérations sur la place ou avec l'étranger sont assujetties à des commissions assorties de taux divers.

V. Secteur extérieur

1. Balance des paiements

Les données relatives à la balance des paiements sont en grande partie des estimations des services du Fonds. Mis à part les statistiques du commerce extérieur et les statistiques monétaires, Djibouti n'établit pas de relevés officiels des transactions extérieures. Les statistiques commerciales ne vont que jusqu'à la fin de 1979.

a. Aperçu général

De 1978 à 1980, la balance des paiements a enregistré des déficits commerciaux élevés qui ont été largement compensés par les excédents dégagés au titre des services et des transferts sans contrepartie (Tableau 16 et Tableau X de l'annexe). Aussi la balance des transactions courantes s'est-elle trouvée en excédent. Le solde des mouvements de capitaux ayant également été positif en 1979 et 1980, la balance des paiements globale a enregistré des excédents annuels moyens de 13,4 millions de DTS.

Les déficits commerciaux élevés sont imputables à la forte propension à importer et au niveau pratiquement nul des exportations de marchandises locales. L'excédent dégagé au titre des services tient aux dépenses relativement importantes du personnel de la base militaire française située à Djibouti et aux recettes du port, d'Air Djibouti et de l'aéroport. Les subventions ou dons consentis par des pays favorablement disposés envers Djibouti, principalement la France et l'Arabie Saoudite, sont responsables du solde positif des transferts sans contrepartie. L'endettement extérieur de Djibouti est très faible; les mouvements de capitaux sont par conséquent essentiellement imputables aux capitaux privés. Si l'on fait abstraction de 1978, année pendant laquelle a été enregistrée une sortie nette de capitaux en raison du climat d'incertitude qui a régné à la suite de l'accession à l'indépendance, le solde des mouvements de capitaux privés a dans l'ensemble été positif.

En 1981, le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 3,5 millions de DTS, dû essentiellement à un accroissement des paiements au titre des importations et à une diminution des transferts officiels sans contrepartie. Malgré la diminution de l'entrée nette de capitaux, la balance des paiements s'est trouvée légèrement excédentaire (4,9 millions de DTS) en raison notamment d'un accroissement considérable résultant de la réévaluation des avoirs extérieurs officiels. La persistance d'une position globale excédentaire a permis à l'Etat d'accroître constamment les réserves extérieures officielles, dont le montant brut atteignait, à la fin de 1981, 73,6 millions de DTS, soit l'équivalent de cinq mois d'importations f.o.b.

Tableau 16. Djibouti - Balance des paiements, 1978-81

(Millions de DTS)

	1978	1979	1980	1981
Balance commerciale	<u>-36,30</u>	<u>-62,23</u>	<u>-63,17</u>	<u>-77,81</u>
Exportations, f.o.b.	74,93	61,61	82,88	97,10
Importations, f.o.b.	-111,23	-123,84	-146,05	-174,91
Services (net)	<u>11,84</u>	<u>4,87</u>	<u>15,58</u>	<u>20,35</u>
Fret et assurance	-19,63	-21,85	-25,77	-30,86
Autres transports	4,21	3,97	6,80	9,53
Revenu des investissements	1,10	2,20	6,56	9,24
Divers	26,16	20,55	27,99	32,44
Transferts sans contrepartie (net)	<u>51,29</u>	<u>62,90</u>	<u>57,28</u>	<u>53,98</u>
Privé (envois de fonds des travailleurs)	-0,07	-0,08	-0,12	-0,14
Publics	51,36	62,98	57,40	54,12
Solde des transactions courantes	<u>26,83</u>	<u>5,54</u>	<u>9,69</u>	<u>-3,48</u>
Mouvements de capitaux (net)	<u>-2,68</u>	<u>3,92</u>	<u>6,37</u>	<u>1,80</u>
Etat	-0,21	-0,22	-0,22	-0,19
Etablissements publics	-0,25	0,86	-0,59	-0,62
Secteur privé, y compris erreurs et omissions nettes	-2,22	3,28	7,18	2,61
Dont : capitaux monétaires	(-8,40)	(-6,08)	(-3,36)	(-12,98)
Réévaluation	-2,28	-0,65	2,01	6,56
Excédent/déficit (-) global	<u>21,87</u>	<u>8,81</u>	<u>18,07</u>	<u>4,88</u>
Variations des réserves	<u>-21,87</u>	<u>-8,81</u>	<u>-18,07</u>	<u>-4,88</u>
Autorités monétaires	-21,87	-7,97	-17,55	-4,51
Position de réserve au Fonds	--	-0,08	-0,05	--
Droits de tirage spéciaux	--	-0,76	-0,47	-0,37

Source : Tableau X de l'annexe.

b. Commerce de marchandises

Les statistiques officielles du commerce extérieur, qui ne vont que jusqu'à la fin de 1979, ont été fournies par le Ministère du commerce. Les données ne prennent pas en compte le commerce de transit qui s'effectue dans la zone libre mais couvrent les réexportations à destination des pays voisins. Pour 1980 et 1981 les chiffres relatifs aux exportations et aux importations sont des estimations des services du Fonds.

Les importations (exprimées en DTS) ont progressé à un taux annuel moyen de 14,6 % au cours de la période 1979-80, en raison d'une augmentation tant du volume que des prix. En 1981, elles ont augmenté de 19,8 %. Cet accroissement relativement rapide est imputable à l'augmentation de la demande liée à la poursuite de la reprise économique et à la hausse de la monnaie de Djibouti. En 1978 et 1979, dernières années pour lesquelles on dispose de données, les denrées alimentaires ont constitué environ le cinquième des importations, tandis que le tabac, les produits connexes ainsi que les machines et équipements électriques représentaient chacun environ un septième du total des paiements au titre des importations (Tableau 17).

Tableau 17. Djibouti - Importations de marchandises, c.a.f., 1978-79

(Millions de francs Djibouti, pourcentage de la valeur totale)

	1978		1979	
	Valeur	Pourcentage du total	Valeur	Pourcentage du total
Denrées alimentaires	5.929	20,4	6.335	18,9
Boissons alcoolisées, tabac et khat	3.861	13,3	5.467	16,3
Autres biens de consommation	1.765	6,1	1.843	5,5
Produits se rapportant à l'énergie	833	2,9	1.420	4,3
Textiles	4.046	13,9	2.351	7,0
Machines et équipement électrique	4.335	14,9	5.375	16,1
Produits de base et produits semi-finis	1.515	5,1	2.132	6,4
Autres importations	6.833	23,4	8.531	25,5
Total	29.117	100,0	33.454	100,0

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Pratiquement toutes les exportations sont des réexportations destinées à la base militaire française, aux autres non-résidents et aux pays voisins. Les marchandises importées consommées par des non-résidents ont représenté, selon les estimations, environ 52,2 % des importations f.o.b. de 1979 à 1981. Les exportations de produits locaux sont extrêmement faibles et se composent de peaux et de bétail sur pied. Le total des exportations a diminué de 17,8 % en 1979 à la suite d'une chute des réexportations destinées à la base militaire française. Il a très fortement augmenté en 1980 (34,5 %) puis a progressé de 17,6 % en 1981. Les produits locaux exportés sont essentiellement des denrées alimentaires et des textiles (Tableau 18).

Tableau 18. Djibouti - Exportations de marchandises locales, f.o.b., 1978-79 1/

(Millions de francs Djibouti, pourcentage de la valeur totale)

	1978		1979	
	Valeur	Pourcentage du total	Valeur	Pourcentage du total
Denrées alimentaires	300	44,8	104	39,6
Boissons alcoolisées tabac et khat	1	0,1	19	7,2
Autres biens de consommation	53	7,9	8	3,0
Textiles	110	16,4	85	32,3
Machines et équipement électrique	96	14,3	27	10,3
Produits de base et biens intermédiaires	97	14,5	10	3,8
Autres importations	13	2,0	10	3,8
Total	670	100,0	263	100,0

Source : Données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Non compris l'équipement militaire et les effets personnels renvoyés en France, ainsi que les réexportations destinées à des non-résidents de Djibouti.

c. Répartition géographique du commerce

La répartition géographique du commerce extérieur de Djibouti est présentée, pour les années 1978 et 1979, aux tableaux XI et XII de l'annexe. Au cours de cette période, la Communauté européenne était le principal partenaire commercial de Djibouti puisque 63 % des importations et 22 % des exportations de marchandises locales lui étaient imputables. La France, avec des parts moyennes de 46 et de 7 % respectivement des importations et des exportations, a été de loin le premier partenaire de Djibouti. Au nombre des autres principaux partenaires figurent les pays de la mer Rouge (notamment l'Ethiopie) et les pays de l'Extrême-Orient (en particulier le Japon) d'où proviennent respectivement environ 9 et 16 % des importations de Djibouti. Globalement, les pays de la mer Rouge ont reçu 28 % des exportations de Djibouti en 1978 et 57 % en 1979.

d. Services et transferts sans contrepartie

Les excédents dégagés au titre des services sont essentiellement imputables aux importantes dépenses de la base militaire française de Djibouti. Les investissements ont permis de dégager un revenu résultant en grande partie de la rémunération des réserves extérieures des autorités monétaires. Ainsi, en 1981, ces intérêts ont représenté 47 % de l'excédent du compte des services. Le port a eu une contribution positive au cours de cette période, malgré le ralentissement du commerce de transit enregistré depuis 1977 et la concurrence exercée par les autres ports de la région. Les dépenses de fret et d'assurance ont augmenté avec les importations.

Les subventions et dons officiels extérieurs, consentis essentiellement par la France et l'Arabie Saoudite, sont à l'origine des excédents constatés au titre des transferts sans contrepartie. Ils ont diminué de 8,5 et 13,8 % respectivement en 1980 et 1981. Leur montant a représenté 51,5 % des importations f.o.b. en 1979, mais seulement 31,5 % en 1981.

e. Mouvements de capitaux

Les flux de capitaux officiels ont essentiellement tenu aux paiements d'amortissement. Les capitaux privés non monétaires semblent avoir progressé au cours des toutes dernières années, probablement à la suite du retour d'un climat de confiance au sein de l'économie. Toutefois, en 1981, le solde des mouvements de capitaux privés s'est détérioré en raison d'un accroissement des sorties de capitaux monétaires en partie provoqué par l'élargissement des écarts entre les taux d'intérêt locaux et étrangers.

2. Dette publique extérieure

Le montant décaissé de la dette publique de Djibouti est peu élevé. Il est passé de 1,7 milliard de francs Djibouti au début de 1978 à 1,1 milliard de francs Djibouti (1,8 % du PIB) à la fin de 1981. Un seul versement au titre d'un prêt a été effectué au cours de cette période; celui-ci, qui remonte à 1979, concernait le port et s'élevait à 270 millions de francs Djibouti (Tableau 19). Depuis lors, l'Etat a contracté au total près de 1,7 milliard de francs Djibouti d'emprunts auprès du Fonds africain de développement, de la CCCE, de l'OPEP et de la FAO. Depuis 1980, les établissements publics ont conclu des emprunts d'un montant de 1,3 milliard de francs Djibouti, plus de 60 % de ce montant étant emprunté par Electricité de Djibouti. Ces prêts ont été accordés par la CCCE, la Banque européenne d'investissement et la Banque islamique de développement.

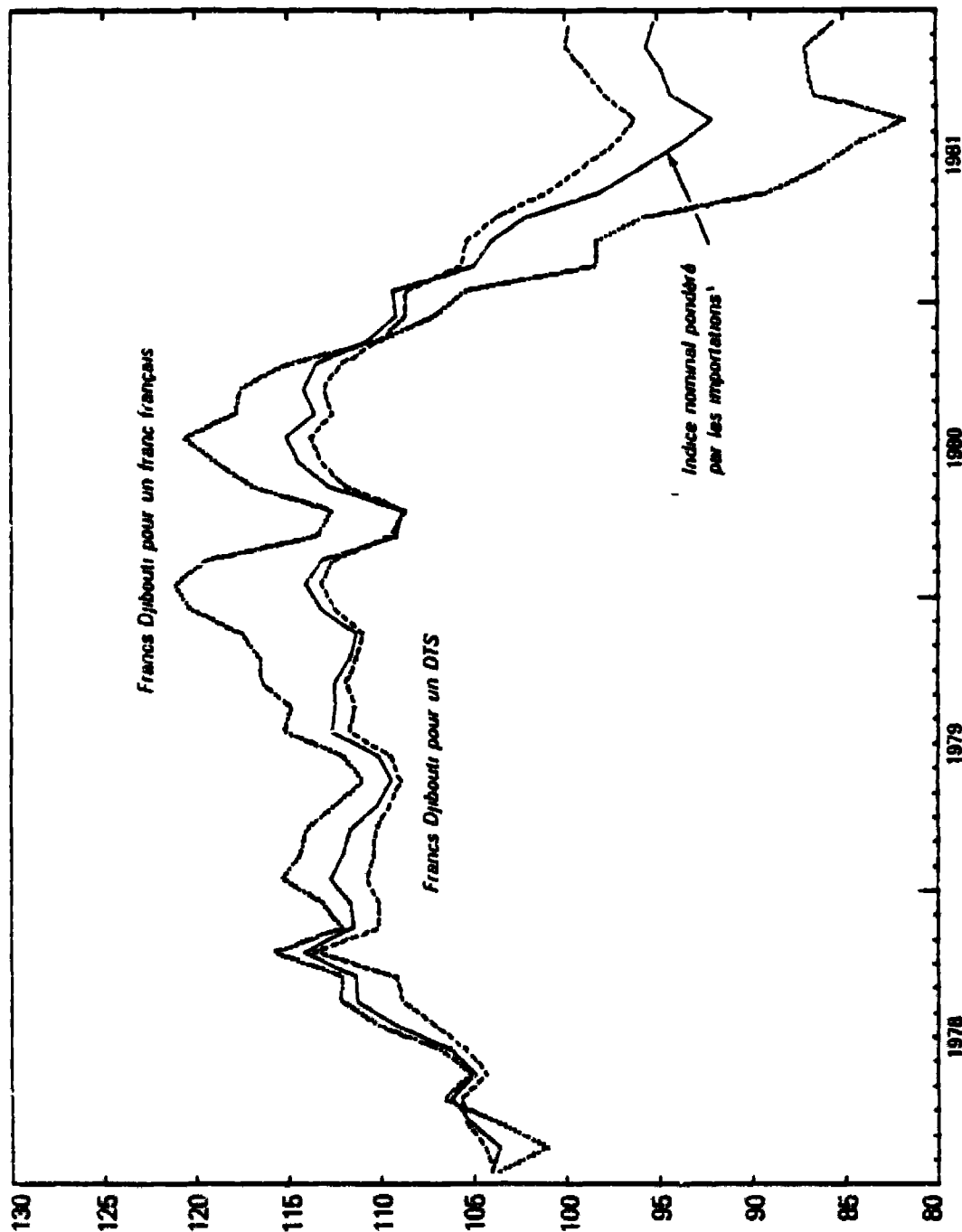
Tableau 19. Djibouti - Dette extérieure de l'Etat
et des établissements publics, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981	1982
Encours total de la dette (versé au début de la période)	<u>1.703</u>	<u>1.819</u>	<u>2.034</u>	<u>1.634</u>	<u>1.116</u>
Etat	525	542	510	405	279
Etablissements publics	1.178	1.277	1.524	1.229	837
Service de la dette (intérêt et amortissement)	<u>157</u>	<u>185</u>	<u>298</u>	<u>232</u>	<u>245</u>
Intérêt	56	62	109	63	61
Etat	30	29	27	19	20
Etablissements publics	26	33	82	44	41
Amortissement	101	123	189	169	184
Etat	46	50	52	40	44
Etablissements publics	55	73	137	129	140
Décaissements	--	270	--	--	...
Etat	--	--	--	--	...
Etablissements publics	--	270	--	--	...
Nouveaux engagements	--	856	1.063	1.021	...
Etat	--	856	663	162	...
Etablissements publics	--	--	400	859	...

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

GRAPHIQUE 1
DJIBOUTI
INDICES DU TAUX DE CHANGE — 1978-81
(Troisième trimestre 1977 = 100)



Sources: FMI, *Statistiques financières internationales* et estimations des services du Fonds

¹ Les coefficients de pondération ont été établis en fonction de l'importance relative des principaux partenaires commerciaux de Djibouti dans le commerce extérieur en 1979. Les pays retenus à ce titre sont le France, les États-Unis, le Japon, l'Éthiopie, le Kenya, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, les Pays Bas, le Royaume-Uni, Hong-Kong, le Pakistan, Chypre et Bahreïn. Une baisse (hausse) du franc Djibouti se traduit par une augmentation (diminution) de l'indice

3. Régime des changes et du commerce

Le franc Djibouti est défini par référence au dollar E.U. qui est la monnaie d'intervention; son taux est de 177,721 pour un dollar E.U. Le cours acheteur du dollar E.U. est de 176,84 francs Djibouti et le coût vendeur de 179,48 francs Djibouti. Le taux de change effectif nominal pondéré par les importations a baissé de 11 % de janvier 1978 à juillet 1980 puis a augmenté de 17,3 % de cette date à la fin de 1981 (Graphique 1 et Tableau XIII de l'annexe). Il n'existe pas de contrôle des changes ni de monnaie de règlement prescrite. Le franc Djibouti est émis par le Trésor qui peut, à tout moment, émettre cette monnaie ou l'échanger contre des dollars E.U.

Le port de Djibouti comporte une zone franche commerciale. Aucun droit de douane n'est perçu sur les importations qui sont par contre frappées par des taxes sur la consommation. Depuis le 1^{er} janvier 1980, le taux de la taxe intérieure de consommation est de 26 % pour les produits de luxe et de 23 % pour la majorité des autres produits. Certains produits, dont les boissons alcoolisées, les produits pétroliers, le khat et le tabac sont également assujettis à des surtaxes assorties de taux divers. Depuis le 1^{er} janvier 1982, la surtaxe additionnelle de 5 %, qui frappait uniquement les produits provenant de pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, a été étendue à la plupart des produits provenant des pays de la Communauté. Sont exonérées de cette surtaxe de 5 % les importations de certains produits alimentaires essentiels, de magazines et de pellicules photographiques à usage non commercial. En outre, une surtaxe de 26 % frappant l'eau minérale importée a été instituée le 1^{er} janvier 1982 dans le but de protéger la récente usine locale de mise en bouteille. Toutes les relations économiques avec l'Afrique du Sud et Israël sont interdites. A cette exception près, il n'existe pratiquement aucune restriction à l'importation, l'exportation ou sur les transactions en capital.

Djibouti a accepté les obligations énoncées aux sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des statuts.

Djibouti - Description résumée du système fiscal, janvier 1982

Impôt	Nature de l'impôt	Exonérations et déductions	Tranche de revenu et taux applicables														
Impôts sur le revenu, les bénéfices et la propriété																	
1 Impôts sur les revenus et bénéfices Impôt général de solidarité	Institué en 1975, l'impôt général de solidarité recouvre les impôts sur le revenu et la propriété, à savoir les impôts sur les traitements et salaires, les impôts sur les bénéfices non commerciaux, les impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux des personnes physiques et les impôts sur les bénéfices des personnes morales (sociétés).	Exonérations : organisations internationales, agents des services diplomatiques et consulaires, organismes de charité et de bienfaisance et institutions religieuses. Crédit : bénéfices non distribués et réinvestis par les divers établissements ou sociétés.															
1.1 <u>Impôts sur les traitements et salaires</u>	Prélèvement mensuel et progressif sur tous les revenus ou les retraites perçus à Djibouti. Cet impôt, qui est à la charge de l'employeur, est retenu à la source sur les traitements et salaires.		<table><tr><th>Revenu annuel imposable</th><th>Taux %</th></tr><tr><td>Jusqu'à 10.000 FD</td><td>2</td></tr><tr><td>De 10.000 à 200.000 FD</td><td>6</td></tr><tr><td>200.000 à 400.000 FD</td><td>8</td></tr><tr><td>400.000 à 600.000 FD</td><td>10</td></tr><tr><td>600.000 à 800.000 FD</td><td>12</td></tr><tr><td>Plus de 800.000 FD</td><td>15</td></tr></table>	Revenu annuel imposable	Taux %	Jusqu'à 10.000 FD	2	De 10.000 à 200.000 FD	6	200.000 à 400.000 FD	8	400.000 à 600.000 FD	10	600.000 à 800.000 FD	12	Plus de 800.000 FD	15
Revenu annuel imposable	Taux %																
Jusqu'à 10.000 FD	2																
De 10.000 à 200.000 FD	6																
200.000 à 400.000 FD	8																
400.000 à 600.000 FD	10																
600.000 à 800.000 FD	12																
Plus de 800.000 FD	15																
1.2 <u>Impôts sur les bénéfices non commerciaux</u>	Perçus sur les revenus des personnes exerçant une profession libérale (par exemple docteurs, dentistes), sur les honoraires (par exemple ceux des notaires) et autres revenus similaires.		15 % des revenus.														
1.3 <u>Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux des personnes physiques</u>	Perçus sur les bénéfices des entreprises industrielles ou commerciales non constituées en sociétés et situées à Djibouti.		Taux annuel forfaitaire de 15 %.														
1.4 <u>Impôts sur les bénéfices des personnes morales (sociétés)</u>	Perçus sur les bénéfices imposables des entreprises constituées en sociétés, des sociétés par action, des coopératives et des associations en non lucratif.		20 % des bénéfices imposables.														
2. Impôts fonciers																	
2.1 <u>Contribution foncière sur la propriété bâtie</u>	Assise sur la valeur locative annuelle de la propriété à partir de la sixième année qui suit celle où le bâtiment a été achevé. Les bâtiments peuvent être exonérés de l'impôt pour une durée maximale de 10 ans une fois la structure construite.	Exonérations : bâtiments publics, édifices consacrés à un culte, abris antiaériens. Installations industrielles exonérées en application des dispositions du code des investissements. Déductions : valeur locative moins 20 % des dépenses en titre de l'amortissement, des réparations, de l'assurance, etc.	21 % de la valeur locative.														

Djibouti - Description résumée du système fiscal (janvier 1982 (suite))

Impôt	Nature de l'impôt	Exonérations et déductions	Tranche de revenu et taux applicables
2.2 <u>Contribution foncière sur la propriété non bâtie</u>	Perçu sur les constructions provisoires exemptées de la contribution sur la propriété bâtie ainsi que certaines constructions érigées en zone rurale	Exonérations : bâtiments publics, écoles, centres sportifs et bâtiments érigés par des organismes de charité.	21 % de la valeur locative.
2.3 <u>Impôt sur la propriété non évaluée</u>	Perçu sur la propriété n'ayant pas encore fait l'objet d'une évaluation à des fins fiscales au 1 ^{er} janvier ou sur les propriétés abandonnées depuis plus de 3 ans.	Bâtiments publics, éléments de construction faisant partie d'un autre bâtiment et lieux mitoyens à des jardins.	5 % de la valeur en capital la 1 ^{ère} année 10 % de la valeur en capital la seconde année 15 % de la valeur en capital la troisième année 20 % de la valeur en capital la quatrième année 25 % de la valeur en capital la cinquième année 30 % de la valeur en capital la sixième année
2.4 <u>Impôt sur les plus-values réalisées sur la propriété bâtie</u>	Perçu sur la propriété bâtie au moment du transfert de la propriété.		5 % de la plus-value.
Impôts sur les biens et services			
3. Impôts indirects			
3.1 <u>Taxe intérieure de consommation</u>	Perçu sur toutes les marchandises importées et consommées à Djibouti et sur tous les tabacs et alcools entrés à Djibouti sans être accompagnés de déclarations en douane ou autres documents appropriés établissant que leur destination finale est située hors de Djibouti.	Exonérations : marchandises (autres que celles mentionnées à la colonne précédente) conservées en douane avant d'être réexportées; certains produits déterminés (notamment les céréales, les fruits frais et le matériel photographique), les effets personnels, un grand nombre de produits du secteur public et les matériaux de construction destinés à de nouveaux investissements.	23 % de la valeur, c.a.f.
3.1.1 <u>Surtaxe générale sur les produits de luxe</u>	Perçu en sus de la taxe intérieure de consommation sur les importations de produits de luxe tels que le tabac, l'alcool, le khar, les produits pétroliers, les postes de radio, etc.	Voir ci-dessus.	3 % de la valeur, c.a.f.
3.2 <u>Surtaxe sur le tabac</u>	Perçu sur tous les tabacs importés pour être consommés dans le pays.	Exonérations : marchandises accompagnées de documents attestant qu'elles sont destinées à la réexportation, qu'elles aient été débarquées ou qu'elles demeurent à bord du navire ou de l'appareil par lequel elles sont arrivées.	40 % de la valeur, c.a.f.

Djibouti - Description résumée du système fiscal, janvier 1982 (suite)

Impôt	Nature de l'impôt	Exonérations et déductions	Tranche de revenus et taux applicables												
3.3 <u>Surtaxe sur les alcools</u>	Perçue sur les alcools dé-naturés, les boissons al-coolisées, les parfums et produits assimilés.	Voir ci-dessus.	Vins ordinaires - 25 FD le litre. Autres vins - 42 % de la valeur, c.a.f. Autres boissons alcoolisées - 250 FD le litre. Articles de toilette - 180 FD le litre. Parfums - 252 de la valeur c.a.f. Alcool pur - 1.250 FD le litre.												
3.3.1 <u>Surtaxe additionnelle</u>	Perçue sur tous les pro-duits alcoolisés (pour l'Office du tourisme).	Voir ci-dessus.	25 % de la surtaxe sur les alcools.												
3.4 <u>Surtaxe sur le khat</u>	Perçue sur la totalité du khat importé à des fins de consommation locale.	Voir ci-dessus.	250 FD le kilo (poids brut).												
3.5 <u>Surtaxe sur les produits pétroliers</u>	Perçue sur le pétrole importé. Une taxe routière spéciale est également perçue sur l'essence.		Essences ordinaires et super-carburant - 17 FD le litre. Gas-oil - 3 FD le litre. Autres produits pétroliers - 2 FD le litre.												
3.5.1 <u>Majoration de la surtaxe sur l'essence affectée au fonds routier</u>	Frappe tous les produits pétroliers (pour le fonds routier).		4,5 FD le litre.												
3.6 <u>Surtaxe sur les produits provenant de pays n'appartenant pas à la CEE</u>	Perçue sur tous les produits provenant de pays n'appartenant pas à la CEE. Frappe également depuis janvier 1982 les importations provenant de pays de la CEE.	<u>Exonérations</u> : certains pro-duits alimentaires essentiels, les magazines et les pellicules photographiques à usage non commerciaux.	5 % de la valeur, c.a.f.												
3.7 <u>Surtaxe sur l'eau minérale importée</u>			25 % de la valeur, c.a.f.												
4. Patentes, licences et droits d'enregistrement et le timbre															
4.1 <u>Patentes</u>	Doivent être acquittées par les personnes physiques responsables d'une entre-prise industrielle ou commerciale. Ces entreprises sont regroupées en 10 catégories. Comportent un versement à acquitter chaque année sur la valeur locative des locaux et une somme annuelle forfaitaire que la personne physique doit ac-quitter au titre de l'exer-cice de sa profession ou de ses activités.	<u>Exonérations</u> : en vertu du code des investissements, les nouveaux établissements sont exonérés de cet impôt pendant la période d'instal-lation des équipements voulus et les 3 années sui-vantes. Cette dernière période peut être portée à 10 ans. Les traitements des fonctionnaires ainsi que les revenus des artistes, du personnel scientifique et de plusieurs autres catégories de reve-nus professionnels sont exemptés. Sont également exonérés les investisse-ments agricoles d'un mou-quant supérieur à 10 mil-lions de FD et, dans les autres secteurs, les inves-tissements supérieurs à 30 millions de FD.	Il existe divers taux ad valo-rem et forfaitaires. Ainsi : <table><thead><tr><th>Activité</th><th>Forfaitaire</th><th>Ad valorem</th></tr></thead><tbody><tr><td>Agents financiers (banques non com-prises)</td><td>5 millions de FD</td><td>30 %</td></tr><tr><td>Mécaniciens et réparateurs d'auto-mobiles et d'ap-pareils élec-triques</td><td>80 FD</td><td>20 %</td></tr><tr><td>Cliniques</td><td>25.000 FD</td><td>20 %</td></tr></tbody></table> <p>Une taxe de 5 % prélevée pour financer la Chambre de commerce vient s'ajouter à l'impôt précédent.</p>	Activité	Forfaitaire	Ad valorem	Agents financiers (banques non com-prises)	5 millions de FD	30 %	Mécaniciens et réparateurs d'auto-mobiles et d'ap-pareils élec-triques	80 FD	20 %	Cliniques	25.000 FD	20 %
Activité	Forfaitaire	Ad valorem													
Agents financiers (banques non com-prises)	5 millions de FD	30 %													
Mécaniciens et réparateurs d'auto-mobiles et d'ap-pareils élec-triques	80 FD	20 %													
Cliniques	25.000 FD	20 %													

Djibouti - Description résumée du système fiscal, janvier 1982 (fin)

Impôt	Nature de l'impôt	Exonérations et déductions	Tranche de revenu et taux applicables																						
4.2 <u>Licences</u>	Dues par toutes les personnes autorisées à vendre des boissons. Cet impôt dépend du type d'établissement considéré, de ses heures d'ouverture et de son emplacement. Le barème se décompose en huit catégories établies en fonction de ces critères.		<table><tr><th>Classe</th><th>Taux</th></tr><tr><td>1 (A)</td><td>350.000 FD</td></tr><tr><td>1 (B)</td><td>290.000 FD</td></tr><tr><td>2 (A)</td><td>230.000 FD</td></tr><tr><td>2 (B)</td><td>190.000 FD</td></tr><tr><td>3</td><td>120.000 FD</td></tr><tr><td>4</td><td>100.000 FD</td></tr><tr><td>5</td><td>100.000 FD</td></tr><tr><td>6</td><td>15.000 FD</td></tr><tr><td>7</td><td>1.500 FD</td></tr><tr><td>8</td><td>120.000 FD</td></tr></table>	Classe	Taux	1 (A)	350.000 FD	1 (B)	290.000 FD	2 (A)	230.000 FD	2 (B)	190.000 FD	3	120.000 FD	4	100.000 FD	5	100.000 FD	6	15.000 FD	7	1.500 FD	8	120.000 FD
Classe	Taux																								
1 (A)	350.000 FD																								
1 (B)	290.000 FD																								
2 (A)	230.000 FD																								
2 (B)	190.000 FD																								
3	120.000 FD																								
4	100.000 FD																								
5	100.000 FD																								
6	15.000 FD																								
7	1.500 FD																								
8	120.000 FD																								
4.3 <u>Droits d'enregistrement et de timbre</u>																									
	Droit d'enregistrement	Droit ad valorem frappant certains documents.	Taux compris entre 2,5 et 4 %.																						
	Droits de timbre	Applicables à tous les actes juridiques.	Le taux est fonction du type d'acte.																						
5. <u>Autres impôts</u>																									
5.1 <u>Taxe sur les véhicules à moteur</u>	Frappe tous les véhicules à moteur.	Véhicules des domaines.	L'impôt est fonction de la puissance du véhicule Jusqu'à 4 CV 6.000 FD De 5 à 9 CV 9.000 FD De 10 à 20 CV 12.000 FD Plus de 20 CV 15.000 FD																						
5.2 <u>Permis de conduire</u>	Les permis de conduire, les autorisations de transfert et les cartes grises font l'objet de tarifs distincts.		<table><tr><th>Document</th><th>Taux</th></tr><tr><td>Permis de conduire</td><td>5.000 FD</td></tr><tr><td>Autorisation de transfert</td><td>3.000 FD</td></tr><tr><td>Carte grise</td><td>50.000 FD</td></tr></table>	Document	Taux	Permis de conduire	5.000 FD	Autorisation de transfert	3.000 FD	Carte grise	50.000 FD														
Document	Taux																								
Permis de conduire	5.000 FD																								
Autorisation de transfert	3.000 FD																								
Carte grise	50.000 FD																								
5.3 <u>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères</u>	Perçue chaque année auprès des propriétaires de biens immobiliers.	Etablissements industriels, bâtiments affectés à un service public et bâtiments ne bénéficiant pas des services d'enlèvement des ordures ménagères.	3 % de la valeur locative.																						
5.4 <u>Taxe sur les produits ne provenant pas de la CEE</u>	Instituée en 1980, cette taxe frappe toutes les importations provenant de pays n'appartenant pas à la Communauté européenne.	Aucune.	5 % de la valeur c.a.f.																						
5.6 <u>Droits de place sur les marchés</u>	Se rapporte au permis d'exercer un commerce de détail sur un marché.	Aucune.	<table><tr><th>Commerce de détail</th><th>Taux</th></tr><tr><td>Marché couvert</td><td>10 FD/jour</td></tr><tr><td>Stal couvert</td><td>260 FD/mois</td></tr><tr><td>Pavillon (aménagement)</td><td>2.000 FD/mois</td></tr><tr><td>Pavillon (demi-aménagement)</td><td>1.000 FD/mois</td></tr></table>	Commerce de détail	Taux	Marché couvert	10 FD/jour	Stal couvert	260 FD/mois	Pavillon (aménagement)	2.000 FD/mois	Pavillon (demi-aménagement)	1.000 FD/mois												
Commerce de détail	Taux																								
Marché couvert	10 FD/jour																								
Stal couvert	260 FD/mois																								
Pavillon (aménagement)	2.000 FD/mois																								
Pavillon (demi-aménagement)	1.000 FD/mois																								
5.7 <u>Taxes d'inspection</u>	Perçues au titre de l'inspection de la viande et des autres produits animaux.		<table><tr><th>Services</th><th>Taux</th></tr><tr><td>Viande, poisson, etc.</td><td>10 FD le kilo</td></tr><tr><td>Lait, oeufs, etc.</td><td>5 FD le kilo</td></tr><tr><td>Certificat sanitaire</td><td>300 FD</td></tr><tr><td>Certificat vétérinaire</td><td>1.200 FD</td></tr></table>	Services	Taux	Viande, poisson, etc.	10 FD le kilo	Lait, oeufs, etc.	5 FD le kilo	Certificat sanitaire	300 FD	Certificat vétérinaire	1.200 FD												
Services	Taux																								
Viande, poisson, etc.	10 FD le kilo																								
Lait, oeufs, etc.	5 FD le kilo																								
Certificat sanitaire	300 FD																								
Certificat vétérinaire	1.200 FD																								

Sources : Ministère des finances, Code général des impôts, Note relative à la fiscalité en usage au 1^{er} janvier 1978; Budget de l'exercice 1980 et données communiquées par les autorités de Djibouti.

Etablissements publics1. Aéroport de Djibouti

L'aéroport de Djibouti a été constitué en entreprise publique en juin 1977. A la fin de 1981, il employait 265 personnes. Les immobilisations (bâtiments et installations) sont estimées, au total, à un peu plus de 1,5 milliard de francs Djibouti. Un état résumé des opérations financières au cours de la période 1978-82 est présenté ci-après.

Tableau 1. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières de l'aéroport de Djibouti, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisoires	1982 Budget
Recettes d'exploitation	415	435	477	374	461
Autres recettes	<u>89</u>	<u>94</u>	<u>94</u>	<u>147</u>	<u>106</u>
Total	504	529	571	521	567
Dépenses d'exploitation	386	435	486	432	461
Autres dépenses	<u>41</u>	<u>67</u>	<u>95</u>	<u>147</u>	<u>106</u>
Total	427	502	581	579	567
Excédent ou déficit (-) d'exploitation	29	—	-9	-58	—
Excédent ou déficit (-) global	77	27	-10	-58	—

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Les recettes et dépenses d'exploitation ont diminué en 1981 par rapport aux trois années précédentes, en raison essentiellement d'une réduction du volume du trafic. Dans le cadre d'un accord bilatéral, Air France a réduit le nombre de ses vols passagers faisant escale à Djibouti. Les recettes autres que d'exploitation ont progressé en 1981, année pendant laquelle, pour la première fois, les concours du Fonds d'aide et de coopération ont été pris en compte.

2. Caisse des prestations sociales

La Caisse des prestations sociales (CPS) gère trois régimes : allocations familiales, indemnités pour accidents de travail et retraites. Tous les employeurs et salariés, à l'exception des fonctionnaires, sont tenus de s'inscrire à la Caisse des prestations sociales. Les cotisations annuelles des salariés représentent 2 % de leur salaire; les employeurs doivent verser l'équivalent de 15,7 % du salaire.

La Caisse des prestations sociales a été créée en 1976 et emploie à l'heure actuelle 167 personnes. Ses fonds de roulement sont détenus sous forme de dépôts à vue auprès du Trésor et des banques commerciales. Le Tableau 2 récapitule les opérations financières pour la période 1978-82.

Tableau 2. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières de la Caisse des prestations sociales, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Budget	1982 Budget
Recettes d'exploitation	850	999	1.022	943	1.193
Autres recettes	118	31	21	44	58
Total	968	1.030	1.043	987	1.251
Dépenses d'exploitation	937	786	964	992	1.131
Autres dépenses	8	1	420	10	7
Total	945	787	1.384	1.002	1.138
Excédent ou déficit (-) d'exploitation	-87	213	58	-49	62
Excédent ou déficit (-) global	23	243	-341	-15	113

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

En 1980, la Caisse des prestations sociales a consenti un prêt d'un montant élevé (apparaissant dans les dépenses autres que d'exploitation) à la Société hôtelière d'Etat. La position financière du régime des retraites s'est détériorée à une date plus récente, le nombre des bénéficiaires qui ont cotisé pendant un nombre d'années relativement faible ayant fortement augmenté. Ce problème sera examiné prochainement.

3. Electricité de Djibouti

La compagnie d'électricité est le principal établissement public de Djibouti. Cette société, qui jouit de l'autonomie financière, fournit essentiellement à la ville de Djibouti de l'électricité produite par des centrales thermiques (diesel). A la fin de 1980, elle employait 547 personnes et son capital s'élevait au total à 3,2 milliards de francs Djibouti, sa dette à moyen et long terme se chiffrant à 2,2 milliards de francs Djibouti. Un état résumé de ses opérations financières est présenté ci-après.

Tableau 3. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières de la compagnie d'Electricité de Djibouti, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	<u>1981</u> Chiffres provisoires	<u>1982</u> Budget
Recettes d'exploitation	2.241	2.484	3.649	4.539	5.166
Autres recettes	<u>455</u>	<u>519</u>	<u>1.449</u>	<u>1.060</u>	<u>2.148</u>
Total	2.696	3.003	5.098	5.599	7.314
Dépenses d'exploitation	2.138	2.418	3.649	4.530	5.787
Autres dépenses	<u>317</u>	<u>366</u>	<u>1.340</u>	<u>1.109</u>	<u>1.943</u>
Total	2.455	2.784	4.989	5.639	7.730
Excédent ou déficit (-) d'exploitation	103	66	—	9	-671
Excédent ou déficit (-) global	241	219	109	-40	-416

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Sa position financière s'est détériorée au cours des dernières années, notamment depuis 1980. Cette année-là, le prix des combustibles a fortement augmenté; les tarifs de l'électricité n'ont cependant pas été ajustés et la Compagnie a bénéficié d'une subvention de 200 millions de francs Djibouti financée par un don de l'Arabie Saoudite. Elle a reçu en 1981 une autre subvention, d'un montant de 396 millions de francs Djibouti, financée également par l'Arabie Saoudite, bien qu'elle ait partiellement ajusté ses tarifs en juin de la même année. Un déficit d'exploitation de 671 millions de francs Djibouti est prévu pour 1982.

La compagnie d'électricité est en train de négocier avec un groupe d'organismes arabes, dont le chef de file est le Fonds de développement (Koweït), un prêt de 5,6 milliards de francs Djibouti destiné à financer l'achat de deux nouveaux générateurs.

4. Office des postes et télécommunications (OPT)

L'Office des postes et télécommunications est devenu un établissement public doté de son propre budget en 1958. Il emploie à l'heure actuelle 320 personnes. A la fin de 1980, les immobilisations de l'OPT s'élevaient à 1,3 milliard de francs Djibouti. Ses fonds de roulement sont déposés auprès du Trésor et de banques locales ou étrangères. Un Etat résumé des opérations financières de l'Office des postes et télécommunications est présenté ci-après.

Tableau 4. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières de l'Office des postes et télécommunications, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Budget	1982 Budget
Recettes d'exploitation	1.037	1.163	1.396	1.508	1.698
Autres recettes	<u>39</u>	<u>321</u>	<u>66</u>	<u>85</u>	<u>95</u>
Total	1.076	1.484	1.462	1.593	1.793
Dépenses d'exploitation	798	889	1.120	1.389	1.517
Autres dépenses	<u>95</u>	<u>120</u>	<u>315</u>	<u>419</u>	<u>329</u>
Total	893	1.009	1.435	1.808	1.846
Excédent d'exploitation	239	274	276	119	181
Excédent ou déficit (-) global	183	475	27	-215	-53

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Les opérations de l'Office des postes et télécommunications se sont beaucoup développées entre 1976 et 1981. Au cours de cette période, le nombre des lignes téléphoniques est passé de 1.000 à 3.000 et 125 télex ont été installés. L'Office a enregistré des excédents d'exploitation à maintes reprises. Pour financer ses investissements, il a reçu en 1975 un prêt de 6,6 millions de francs de la CCCE. En outre, l'Arabie Saoudite lui a consenti en 1981 un prêt à des conditions favorables pour un montant de 350 millions de francs Djibouti.

5. Port autonome international de Djibouti

Le port est devenu un établissement public autonome en juin 1981. Outre les 480 membres du personnel, il emploie de 500 à 1.000 dockers. Depuis l'aggravation du conflit entre l'Ethiopie et la Somalie en 1977-78, le port connaît des difficultés financières. A la suite de ce conflit, l'Ethiopie a entrepris d'acheminer une grande partie de son commerce extérieur par le port d'Assab plutôt que par celui de Djibouti. Bien que ce dernier enregistre des pertes depuis un certain nombre d'années, il n'a bénéficié de subventions de l'Etat qu'en 1981 et a dû effectuer des ponctions sur ses réserves pour financer ses pertes. En 1981, il a reçu de l'Etat une subvention de 100 millions de francs Djibouti pour qu'il n'accroisse pas les droits portuaires de manière prohibitive. Les charges de main-d'oeuvre représentent environ 70 % des coûts d'exploitation du port en partie du fait d'une main-d'oeuvre pléthorique. Il a été instamment demandé à la Direction du port de ne pas licencier de travailleurs en raison du chômage qui sévit dans le pays. La Direction espère réduire progressivement les charges de main-d'oeuvre au moyen d'un arrêt du recrutement et de mises à la retraite anticipée.

6. Régie des eaux

La Régie des eaux est un établissement public autonome chargé d'alimenter en eau la totalité du pays. Au début de 1982, elle employait 236 personnes. Ses opérations financières sont présentées ci-après.

Tableau 5. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières
de la Régie des eaux, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981 Chiffres provisaires	1982 Budget
Recettes d'exploitation	328	361	526	602	560
Autres recettes	<u>265</u>	<u>198</u>	<u>109</u>	<u>145</u>	<u>127</u>
Total	593	559	635	747	687
Dépenses d'exploitation	377	438	417	535	437
Autres dépenses	<u>162</u>	<u>97</u>	<u>165</u>	<u>121</u>	<u>127</u>
Total	539	535	582	656	564
Excédent ou déficit (-) d'exploitation	-49	-77	109	67	123
Excédent global	54	24	53	91	123

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Les tarifs de l'eau étaient auparavant maintenus à un niveau peu élevé et l'Etat versait des subventions à la Régie. La dernière de ces subventions, d'un montant de 43 millions de francs Djibouti, a été versée en 1978. Par la suite, les tarifs ont fait l'objet de fréquents ajustements destinés à couvrir les dépenses d'exploitation et une petite partie des dépenses d'équipement. En la circonstance, la Régie de eaux a obtenu un prêt de l'Administration centrale et deux prêts extérieurs (CCCE) s'élevant au total à 2,2 milliards de francs Djibouti pour procéder à d'urgents renouvellements d'équipements. En dépit de ces concours, l'entretien et le remplacement des pompes, des canalisations et des compteurs d'eau ne se font pas en temps voulu. Selon les estimations, un montant total d'environ 2 milliards de francs Djibouti est nécessaire pour l'entretien et le renouvellement de l'équipement.

7. Service médical interentreprise (SMI)

Le Service médical interentreprise fournit une assurance médicale à tous les salariés du secteur privé et du secteur public, à l'exception des fonctionnaires titulaires qui sont pris en charge par la Caisse nationale de retraite. Le Service médical interentreprise a été constitué en établissement public en 1972 et a initialement reçu de la CCCE deux prêts à long terme d'un montant de 1,5 milliard de francs Djibouti. Le Service médical a en outre obtenu un prêt à long terme de 93 millions de francs Djibouti de la Caisse des prestations sociales. Environ 40 % des deux prêts de la CCCE et 85 % des prêts de la CPS avaient déjà été remboursés à la fin de 1981. Le Service médical interentreprise emploie 20 personnes. Un état résumé de ses opérations financières est présenté ci-après.

Tableau 6. Djibouti - Tableau résumé des opérations financières du Service médical interentreprise, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	<u>1981</u> Chiffres provisaires	<u>1982</u> Budget
Recettes d'exploitation	569	679	804	692	910
Autres recettes	<u>24</u>	<u>95</u>	<u>32</u>	<u>144</u>	<u>52</u>
Total	593	774	836	836	962
Dépenses d'exploitation	417	535	482	566	617
Autres dépenses	<u>13</u>	<u>20</u>	<u>329</u>	<u>158</u>	<u>52</u>
Total	430	555	811	724	669
Excédent d'exploitation	152	144	319	126	293
Excédent global	163	219	25	112	293

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Le Service médical interentreprise tire ses recettes des versements trimestriels des employeurs, versements qui représentent environ 7,2 % du salaire. Ces cotisations sont perçues par la CPS qui les transfère au SMI. Ce dernier a enregistré plusieurs excédents qui lui ont permis de constituer des réserves d'un montant élevé. Les dépenses d'équipement relativement importantes de 1980 et 1981 incluent un prêt consenti à la Société hôtelière d'Etat.

8. Autres établissements publics

On ne dispose que d'informations fragmentaires sur les autres établissements publics.

a. L'Office de développement du tourisme reçoit des fonds provenant de l'affectation du produit d'une surtaxe spéciale sur l'alcool.

b. La Société hôtelière d'Etat a bénéficié de prêts consentis par la CPS, le SMI et l'Etat. Elle a pu ainsi achever la construction de son premier hôtel vers la fin de 1981. Le nombre de clients et les recettes initiales semblent témoigner d'un avenir prometteur.

c. Air Djibouti, qui était auparavant une entreprise privée, est devenue un établissement public en 1980, lorsque l'Etat a pris une participation d'environ 90 % à son capital de 456 millions de francs Djibouti. Les parts restantes sont détenues par Air France et par des particuliers. La compagnie emploie actuellement 234 personnes. Depuis 1980, Air Djibouti enregistre des pertes. En 1981, celles-ci ont été financées par l'Etat.

Djibouti - Structure des taux d'intérêt 1/ à la fin de 1981

I. Taux servis sur les dépôts

	<u>Taux</u>	<u>Renseignements complémentaires</u>
1) <u>Opérations en francs Djibouti</u>		
Dépôts à vue	0 %	(Publics ou semi-publics 0,25 % maximum)
Dépôts d'épargne	3 %	(Uniquement pour les personnes nées à Djibouti)
Dépôts à terme	3 % 5 % 6 % 7,25 %	Dépôts à 1 mois Dépôts à 3 mois Dépôts à 6 mois Dépôts à 1 an (solde minimum 100.000 FD)
2) <u>Opérations en devises</u>		
Dépôts à vue	0 %	Pour les dépôts équivalant à \$E.U. 50.000
	3 % en dessous du taux de 1'eurodollar	Pour les dépôts équivalant à un montant compris entre \$E.U. 50.000 et 100.000
	Pas de taux fixe	Pour les dépôts plus élevés
Dépôts d'épargne		Il n'existe pas de dépôt d'épargne en devises.
Dépôts à terme		
Comptes en dollars E.U.	Taux de base réduit de 1 % pour les dépôts inférieurs ou égaux à \$E.U. 10.000 et de 0,5 % pour les dépôts compris entre \$E.U. 10.000 et 100.000; pas de taux fixe pour les dépôts plus élevés 2/.	Le montant minimum requis pour les dépôts est égal à l'équivalent de \$E.U. 1.000.

Djibouti - Structure des taux d'intérêt 1/ à la fin de 1981 (suite)

Comptes en livres
sterling

Taux de base
réduit de 1 %
pour les
dépôts dont le
montant équivaut
à \$E.U. 10.000 ou
moins et de 0,5 %
pour les dépôts
équivalents à un
montant compris
entre \$E.U. 10.000
et 100.000; pas de
taux fixé pour les
dépôts plus élevés.

Comptes en francs
français

Voir comptes en dollars E.U.

II. Taux sur les opérations de crédit

Les taux d'intérêt sur les crédits sont égaux à la somme d'un taux de base (TB) et d'une marge variable.

1. Le taux de base appliqué aux crédits en francs Djibouti est de 12,5 %.
2. Le taux de base appliqué aux crédits en devises est fonction du taux à 3 mois sur l'euromarché; il est fixé chaque mois par l'Association des banques commerciales en fonction de la moyenne des taux servis par leurs correspondants sur leurs dépôts chez eux.

a) Crédits aux entreprises

Crédit sous forme d'escompte	TB + 1,75 %
Crédit sous forme d'escompte par versements échelonnés	TB + 2,50 %
Découverts	TB + 2,50 %
Découverts ayant une contrepartie en monnaie	TB + 1,00 %
Escompte d'effets financiers	TB + 2,50 %
Avances échelonnées consenties au titre des bâtiments et travaux publics	TB + 1,50 %

Djibouti - Structure des taux d'intérêt 1/ à la fin de 1981 (fin)

Importations

Ouverture de lettre de crédit	1 % chaque trimestre (1.500 FD minimum)
Crédit octroyé après l'ouverture de lettre de crédit	TB + 1,50 %

Exportations

Avances sur effets	TB + 1,75 %
Effets remis à l'escompte	TB + 1,75 %
Libre exportation contre chèque ou chèque de voyage	Commission de 0,5 % du TB pendant 25 jours

b. Crédit à des particuliers

Découvert	TB + 3 %
Escompte	TB + 3 %
Crédit logement à moyen terme	TB + 2 %

III. Commissions

Une commission générale est perçue sur chaque transfert :

1. Transfert en francs Djibouti : 300 FD
2. Transfert en devises : 500 FD ou 3 \$E.U.

Il n'est perçu aucune commission sur les transferts en francs français effectués par des particuliers. Des commissions assorties de divers taux frappent les différentes opérations locales et étrangères.

Source : données communiquées par les représentants de Djibouti.

1/ Les taux d'intérêt appliqués par toutes les banques sont fixés par l'Association des banques commerciales.

2/ Le taux de base est fixé chaque mois en fonction de la moyenne des taux d'intérêt sur les dépôts que les diverses banques reçoivent de leurs correspondants sur le marché de l'eurodollar. Chaque banque déduit de ce taux mensuel un faible pourcentage qu'elle détermine elle-même.

Tableau I. Djibouti - Produit intérieur brut par secteur
d'origine, 1975-1979

(Millions de francs Djibouti, aux prix de 1970)

	1975	1976	1977	1978	1979
Agriculture, élevage et pêche	751	743	615	1,046	892
Industrie manufacturière	1.411	1.302	1,205	1.357	1.146
Electricité et eau	777	704	754	831	717
Bâtiment et travaux publics	1,293	2.074	1.241	786	1.076
Commerce, hôtels, bars et restaurants	8.101	7.817	7.105	5,118	4.663
Banques, assurances et secteur immobilier	1,156	1.106	1.006	1.277	1.279
Transports et communications	2.006	2.114	1,592	1.835	1.560
Administrations publiques	2.804	3.307	2.909	3.504	4.179
Autres services	439	441	431	400	306
PIB au coût des facteurs	18.738	19.608	16.858	16.154	15.818
Impôts indirects nets	1.399	2.274	2.208	2.136	2.230
PIB aux prix du marché	20.137	21.882	19.066	18.290	18.048

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti. Les déflateurs utilisés pour calculer les chiffres portés dans ce tableau sont similaires à ceux qui ont été préparés par l'expert de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies en estimant le PIB des années 1975-78 et 1979.

Tableau II. Djibouti - Abattages contrôlés, 1977-80

(Nombre de têtes de bétail)

	1977	1978	1979	1980
Bovins	6.385	6.270	8.746	11.599
Ovins et caprins	147.544	172.590	213.547	219.576
Camelins	68	45	75	438

Source : Direction nationale de la statistique, Annuaire statistique, 1977-80.

Tableau III. Djibouti - Consommation locale de pétrole, 1977-81

(Tonnes)

	1977	1978	1979	1980	1981
Mazout	23.834	26.066	26.864	27.159	29.295
Gas-oil	14.909	12.095	19.087	21.458	24.248
Essence	13.032	18.585	14.249	14.145	14.841
Carburant ordinaire	6.794	12.270	6.065	5.612	5.974
Supercarburant	6.238	6.315	8.184	8.533	8.867
Essence aviation, kérosène, pétrole lampant	5.529	5.047	7.246	7.592	7.956
Total	57.304	55.478	67.446	70.354	76.340

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Tableau V. Djibouti - Recettes ordinaires de l'Etat, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981		1982
				Budget	Chiffres provisoires	Budget
1. Recettes fiscales	8.461	10.896	12.773	13.604	14.243	15.741
Impôts sur les revenus et impôts fonciers	1.816	2.589	2.330	2.485	2.579	3.132
Impôt général de solidarité sur les revenus et bénéfices	1.644	2.182	2.067	2.168	2.251	2.715
Traitements et salaires	(1.087)	(1.218)	(1.096)	(1.202)	(..)	(1.500)
Bénéfices non commerciaux	(24)	(37)	(41)	(25)	(..)	(30)
Bénéfices industriels et commerciaux des personnes physiques	(232)	(512)	(372)	(440)	(...)	(550)
Bénéfices des personnes morales (sociétés)	(301)	(415)	(558)	(501)	(...)	(625)
Plus-values immobilières	—	—	—	—	—	(10)
Impôts fonciers	172	407	263	317	328	417
Contribution foncière sur la propriété bâtie	(161)	(237)	(254)	(300)	(304)	(375)
Contribution foncière sur la propriété non bâtie	(11)	(170)	(9)	(17)	(24)	(42)
Taxes sur les biens et services intérieurs	6.645	8.307	10.445	11.119	11.664	12.609
Impôts indirects	5.484	6.934	9.005	9.300	9.820	10.373
Taxes intérieures de consommation	3.905	4.857	6.236	6.600	6.865	7.056
Surtaxe	1.579	2.077	2.679	2.700	2.955	3.317
sur : le tabac	(607)	(725)	(715)	(838)	(690)	(650)
le khat	(312)	(543)	(503)	(550)	(639)	(687)
les alcools	(353)	(431)	(366)	(370)	(407)	(371)
les produits pétroliers	(250)	(319)	(335)	(310)	(328)	(325)
majoration de la surtaxe sur l'essence	(57)	(59)	(57)	(57)	(52)	(51)
les produits provenant de pays n'appartenant pas à la CEE 1/	(—)	(—)	(703)	(575)	(839)	(1.217)
l'eau minérale	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(16)
Patentes, licences, droits d'enregistrement et de timbre	964	1.144	1.330	1.385	1.564	1.690
Patentes et licences	724	921	836	925	1.003	1.155
Patentes	(693)	(905)	(835)	(900)	(980)	(1.125)
Licences	(31)	(16)	(1)	(25)	(23)	(30)
Droits d'enregistrement et de timbre	240	223	494	460	561	535
Autres impôts	197	229	110	434	280	546
2. Recettes non fiscales	2.095	1.668	2.004	1.469	2.736	2.742
Dont :						
Revenus des domaines	21	56	48	80	95	106
Produits du domaine immobilier	(18)	(46)	(41)	(53)	(60)	(61)
Produits du domaine mobilier	(3)	(10)	(7)	(27)	(35)	(45)
Redevances et commissions administratives	635	1.612	1.796	1.026	2.428	2.004
Administration des districts	(43)	(54)	(44)	(54)	(54)	(56)
Services divers	(114)	(230)	(210)	(214)	(196)	(241)
Autres 2/	(478)	(1.338)	(1.542)	(758)	(2.178)	(1.707)
Total (1 + 2)	10.556	12.564	14.779	15.073	16.979	18.483

Sources : Ministère des finances, Compte définitif du budget de l'Etat, 1978-80, Budget de l'Etat, 1981 et 1982; et données communiquées par les autorités de Djibouti.

- 1/ Depuis le 1^{er} janvier 1982, la plupart des produits provenant de la CEE y sont également assujettis.
 2/ Comprend également le produit de la vente de biens appartenant à l'Etat.

Tableau VI. Djibouti - Classification Economique des dépenses de l'Etat, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981	1982
				Budget	Budget
				Chiffres provisaires	
Total des dépenses budgétaires	9.550	11.402	12.136	14.898	17.543
Dépenses ordinaires	8.091	8.983	9.926	12.874	13.920
Biens et services	2.589	2.862	3.303	4.562	4.829
Traitements et salaires	4.973	5.434	5.697	7.062	7.823
Subventions et autres					
transferts courants	467	627	874	1.206	1.224
Intérêts	62	60	52	44	44
Dettes extérieures	(30)	(29)	(27)	(23)	(20)
Dettes intérieures	(32)	(31)	(25)	(21)	(24)
Dépenses extraordinaires	1.459	2.419	2.210	2.024	3.623
Acquisition d'immobilisations	1.275	1.726	1.648	1.549	3.394
Travaux et fournitures	(400)	(766)	(769)	(619)	(1.029)
Construction	(479)	(477)	(409)	(537)	(1.299)
Acquisitions d'immeubles	(—)	(—)	(12)	(...)	(—)
Acquisitions de matériels	(396)	(483)	(458)	(393)	(1.066)
Transferts de capital	92	252	562	475	229
Prises de participation et dépenses d'équipement (intérieures)	(77)	(74)	(360)	(—)	(—)
Autres projets de développement	(15)	(178)	(202)	(475)	(239)
Transferts à d'autres échelons administratifs	92	441	—	—	—
Postes supplémentaires					
Total des dépenses					
extra-budgétaires	9.550	13.601	12.344	...	8.800 1/
Dépenses ordinaires	9.389	10.517	9.514	...	7.000
Biens et services 1/	6.399	6.929	5.151	...	3.230
Salaires et traitements 1/	2.990	3.588	3.474	...	3.770
Subventions de l'étranger 2/	—	—	889
Dépenses d'équipement 3/	445	3.084	2.830	...	1.800

Sources Ministère des finances, Compte définitif du budget de l'Etat, 1978-80, Budget de l'Etat, 1981 et 1982 et données communiquées par les autorités de Djibouti.

1/ Estimations des services du Fonds. Les chiffres relatifs aux biens et services comprennent de faibles montants se rapportant aux subventions touchant la farine.

2/ Concernes uniquement les subventions pour les combustibles; ne comprennent pas les subventions touchant la farine, pour lesquelles on ne dispose d'aucun renseignement détaillé.

3/ L'on ne dispose pas de renseignements sur la ventilation de ces dépenses.

Tableau VII. Djibouti - Classification fonctionnelle des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-82

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981	1982	
				Budget	Budget	
				Chiffres	Chiffres	
				provisaires	provisaires	
Dépenses inscrites au budget de fonctionnement	<u>8.091</u>	<u>8.983</u>	<u>9.926</u>	<u>12.874</u>	<u>11.534</u>	<u>13.920</u>
Services publics	<u>4.859</u>	<u>5.360</u>	<u>7.598</u>	<u>9.936</u>	<u>8.664</u>	<u>11.295</u>
Assemblée Nationale	170	157	162	193	169	198
Présidence	522	607	561	830	800	984
Premier ministre	57	63	63	79	75	87
Justice et affaires musulmanes	177	106	99	160	104	152
Intérieur	1.572	1.484	1.578	1.926	1.738	2.094
Affaires étrangères	183	271	177	466	284	590
Finances	392	577	484	562	582	638
Fonction publique	41	40	42	52	44	58
Divers 1/	1.805	2.255	2.369	3.105	2.679	3.499
Défense 2/	<u>7</u>	<u>7</u>	<u>274</u>	<u>510</u>	<u>810</u>	<u>514</u>
Services sociaux	<u>1.825</u>	<u>1.884</u>	<u>2.063</u>	<u>2.583</u>	<u>2.189</u>	<u>2.995</u>
Éducation nationale 3/	547	624	721	1.056	860	1.277
Santé	1.143	1.145	1.224	1.369	1.211	1.543
Jeunesse et sports 3/	28	—	—	—	—	—
Travail	107	115	118	158	118	175
Services économiques	<u>820</u>	<u>942</u>	<u>762</u>	<u>1.149</u>	<u>876</u>	<u>1.326</u>
Agriculture et développement rural	162	174	173	236	184	288
Industrie	6	6	5	16	11	19
Commerce, transports et tourisme	23	30	35	43	44	53
Travaux publics	278	271	285	378	295	409
Port	9	—	—	—	—	—
Entretien	342	461	264	476	347	557
Divers 4/	<u>580</u>	<u>590</u>	<u>1.292</u>	<u>1.259</u>	<u>1.204</u>	<u>1.115</u>
Poste supplémentaire						
Dépenses de fonctionnement extra-budgétaires	9.389	10.517	9.514	...	7.663	7.000
Dont : dépenses militaires	(4.900)	(5.494)	(5.690)	...	(5.750)	(5.000)

Sources Ministère des finances, Compte définitif du budget de l'Etat, 1978-80, Budget de l'Etat, 1981 et 1982, et données communiquées par le Ministère des Finances.

1/ Comprend essentiellement des dépenses effectuées à partir d'un fonds commun géré par le Ministère des finances pour financer les déplacements officiels, les dépenses de santé et d'assurance sociale, les paiements au titre des services publics et le logement des fonctionnaires. Les dépenses imputées à ce poste concernant parfois des services sociaux et économiques; dans la mesure où cela se produit, il se peut que les totaux donnés pour chacune de ces deux catégories de dépenses soient sous-estimés.

2/ Comprend depuis 1980 un montant croissant de contributions intérieures à l'armée nationale.

3/ Depuis 1979, le service de la jeunesse et des sports est rattaché au Ministère de l'Éducation nationale.

4/ Se compose essentiellement de contributions et de subventions.

Tableau VIII. Djibouti - Etat récapitulatif des comptes des autorités monétaires, 1978-81

(Millions de francs Djibouti, fin de période)

	1978	1979	1980	1981
Avoirs extérieurs	9.688	11.859	15.576	15.224
Couverture monétaire ^{1/}	4.673	5.343	5.913	6.154
Montant en excédent de la couverture monétaire	417	536	301	905
Autres avoirs extérieurs	4.598	5.782	9.053	7.808
Position de réserves au FMI	—	178	279	254
Avoirs en DTS	—	20	30	103
Base monétaire	4.852	5.530	6.074	6.432
Billets et pièces hors banques	4.458	4.769	5.646	5.922
Billets	4.269	4.579	5.393	5.674
Pièces	189	190	253	248
Billets et pièces en caisse dans les banques	394	761	428	510
Billets	368	705	412	462
Pièces	026	056	016	48
Dépôts de l'Etat	4.836	6.131	9.193	8.435
En contrepartie à :				
Couverture monétaire	4.673	5.343	5.913	6.154
Excédent par rapport à la couverture monétaire	417	536	301	905
Autres avoirs extérieurs	4.598	5.782	9.053	7.808
Billets et pièces hors banques	-4.458	-4.769	-5.646	-5.922
Billets et pièces en caisse dans les banques	-394	-761	-428	-510
Autres postes (net)	—	198	309	357

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

^{1/} La somme des billets en circulation hors banques et des billets en caisse dans les banques n'est pas égale à la couverture monétaire. Le faible écart constaté tient au fait que le Trésor détient un certain montant de billets.

Tableau IX. Djibouti - Etat récapitulatif des comptes
des banques créatrices de monnaie, 1978-81

(Millions de francs Djibouti, fin de période)

	1978	1979	1980	1981
Réserves	394	761	428	510
Avoirs extérieurs	5.308	6.704	7.481	10.201
Créances sur le secteur privé	4.636	7.381	9.903	12.224
Dépôts à vue et à terme	8.823	11.484	12.247	14.386
Dépôts de l'Etat	1.594	2.162	2.599	5.401
Autres postes (net)	-79	1.200	2.966	3.148
Postes connexes :				
Trésor : dépôts des établissements publics	1.533	2.046	1.989	930

Source : données communiquées par les autorités de Djibouti.

Tableau X. Djibouti - Balance des paiements, 1978-81

(Millions de francs Djibouti)

	1978	1979	1980	1981
Balance commerciale	-8.076	-14.289	-14.611	-16.306
Exportations, f.o.b.	16.673	14.147	19.171	20.348
Importations, f.o.b.	-24.749	-28.436	-33.782	-36.654
Services (net)	2.635	1.118	3.605	4.265
Fret et assurance	-4.368	-5.018	-5.961	-6.468
Autres transports	938	913	1.573	1.998
Revenus des investissements	244	505	1.518	1.937
Divers	5.821	4.718	6.475	6.798
Transferts sans contrepartie (net)	11.412	14.443	13.250	11.312
Privés (envois de fonds des travailleurs)	-16	-18	-27	-29
Publics	11.428	14.461	13.277	11.341
Solde des transactions courantes	5.971	1.272	2.244	-729
Mouvements de capitaux (net)	-595	899	1.473	377
Etat	-46	-50	-52	-40
Etablissements publics	-55	197	-137	-129
Privés y compris erreurs et omissions nettes	-494	752	1.662	546
dont :				
capitaux monétaires 1/	(-1.869)	(-1.396)	(-777)	(-2.720)
Excédent ou déficit (-) global	5.376	2.171	3.717	-352
Variations des réserves	-5.376	-2.171	-3.717	352
Autorités monétaires	-5.376	-1.973	-3.606	400
Position de réserves au Fonds	—	-178	-101	25
Droits de tirage spéciaux	—	20	-10	-73
<u>Poste supplémentaire :</u>				
Réserves officielles brutes				
en mois d'importations, c.a.f.	4,0	4,3	4,7	4,2

Sources : données communiquées par les autorités de Djibouti et estimations des services du Fonds.

1/ Les capitaux monétaires peuvent être entachés d'une certaine marge d'erreur dans la mesure où les avoirs extérieurs nets des banques commerciales peuvent ne pas exactement correspondre à leurs engagements extérieurs.

Tableau XI. Djibouti - Importations par pays d'origine,
c.a.f., 1978-79

(Pourcentage du total)

	1978	1979
Communauté européenne	64,0	61,8
Dont :		
France	48,5	44,0
Italie	2,3	1,7
Allemagne, République fédérale d'	2,0	1,3
Bénélux	4,4	4,9
Royaume-Uni et Irlande	6,2	7,9
Danemark	0,6	0,6
COMECON	0,2	0,3
Autres pays d'Europe centrale	0,8	1,0
Espagne-Portugal	0,4	0,3
Autres pays méditerranéens	1,6	0,5
Amérique du Nord	4,6	2,3
Ethiopie	5,5	9,5
Autres pays de la Mer rouge	1,2	0,9
Afrique	2,7	1,4
Etats du Golfe persique	0,2	0,2
Japon	7,7	7,2
Autres pays d'Extrême-Orient	8,2	9,0
Autres pays	<u>2,9</u>	<u>5,6</u>
Total	100,0	100,0
Valeur (millions de francs Djibouti)	29.117	33.454

Source : Annuaire statistique, 1977-80.

Tableau XII. Djibouti - Exportations par pays d'origine,
f.o.b., 1978-79 1/

(Pourcentage du total)

	1978	1979
Communauté européenne	22,2	20,8
Dont :		
France	13,7	0,8
Italie	7,1	14,6
Allemagne, République fédérale d'	1,4	0,8
Bénélux	—	0,8
Royaume-Uni et Irlande	—	3,8
Pays d'Europe centrale	1,4	5,4
Pays méditerranéens	3,3	3,1
Amérique du Nord	1,4	—
Ethiopie	3,8	3,1
Autres pays de la Mer rouge	24,5	53,8
Afrique	2,4	2,3
Etats du Golfe persique	—	1,5
Autres pays	<u>41,0</u>	<u>10,0</u>
Total	100,0	100,0
Valeur (millions de francs Djibouti)	670,0	263,0

Source : Annuaire statistique, 1977-80.

1/ Non compris l'équipement militaire, les effets personnels renvoyés en France ni les réexportations destinées à des non résidents de Djibouti.

Tableau XIII. Djibouti - Taux de change du franc Djibouti, 1978-81

	FD pour 1 DTS Moyenne de la période	FD pour 1 DTS fin de période	FD pour 1 FF Moyenne de la période	FD pour 1 FF Fin de période	Taux nominal pon- déré par les impor- tations I/ (3 ^e tri- mestre de 1977 = 100)
1978					
I	222,51	231,53	39,38	42,52	108,08
II	216,92	219,78	37,36	38,80	104,19
III	217,96	220,29	38,59	39,48	105,
IV	224,71	227,67	40,51	41,03	110,
	230,71	231,53	41,31	42,52	112,38
1979					
I	229,62	234,12	41,77	44,21	111,58
II	229,08	228,69	41,64	41,36	111,98
III	226,63	229,46	40,63	41,48	109,78
IV	231,49	234,19	41,97	43,34	112,38
	231,30	234,12	42,92	44,21	111,88
1980					
I	231,31	226,67	42,05	39,35	112,18
II	231,64	222,36	42,83	39,68	111,98
III	230,55	235,37	42,19	43,48	111,68
IV	234,53	233,25	43,12	42,32	114,27
	220,86	226,67	40,19	39,35	110,88
1981					
I	209,56	206,86	31,09	30,92	98,20
II	220,86	218,33	36,57	35,85	105,89
III	210,00	204,49	32,80	31,08	98,50
IV	201,50	203,42	30,66	31,92	93,21
	206,38	206,86	31,45	30,92	95,18

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et estimations des services du Fonds.

1/ Les coefficients de pondération ont été établis en fonction des parts imputables aux principaux partenaires commerciaux de Djibouti en 1979. Au nombre de ceux-ci figuraient la France, les Etats-Unis, le Japon, l'Ethiopie, le Kenya, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, Hong Kong, le Pakistan, Chypre et Bahreïn. Toute augmentation (diminution) de l'indice correspond à une baisse (hausse) du franc Djibouti.

Bibliographie

Document du Fonds

SM/80/265, 1^{er} décembre 1980 (Djibouti - Evolution récente de l'économie)

Document de la BIRD

Rapport n° 3016-D1, 3 novembre 1980 (Djibouti - Mémoire économique)

Documents de Djibouti

Ministère du commerce, des transports et du tourisme, Annuaire Statistique, 1977-80

Ministère des finances, Compte définitif du budget de l'Etat, 1978-80

Ministère des finances, Budget de l'Etat, exercices 1981 et 1982.

Ministère des finances, Code général des impôts; note relative à la fiscalité en usage au 1^{er} janvier 1978.